Haïti en Marche édition du 2 au 8 Mars 2005 Vol. XIX No. 5

# "Eleksyon wè pa wè"

## Des élections coûte que coûte!!!

ANALYSE

PORT-AU-PRINCE, 27 Février - La campagne n'est pas encore ouverte, mais tous réalisent aujourd'hui que les élections auront lieu.

Afin que nul n'en ignore, l'envoyé spécial de l'ONU et chef de la mission de stabilisation en Haïti (Minustah), l'Ambassadeur Juan Gabriel Valdès, a déclaré: Les élections sont pour le peuple, aussi aucun groupe ne peut décider de les empêcher d'avoir lieu. Dans ce cas-là, nous interviendrons.

Depuis la semaine dernière, M. Valdès développe un nouveau discours: le peuple veut des élections, la communauté internationale aussi. Il ne saurait donc être permis à quiconque d'empêcher leur organisation.

L'envoyé spécial de l'ONU tient à présent ce langage parce qu'il semble avoir su convaincre tous les partenaires internationaux de monter à bord, y compris ceux qui ont rejeté le renversement par la force, il y a un an (29 février 2004), du président Jean-Bertrand Aristide.

Derniers en date: les pays de la Caricom (Communauté caraïbe) qui, lors de leur récent sommet au Surinam (17-18 février), ont réitéré leur refus de collaborer avec le gouvernement

**(voir Elections / 4)**

REPORTAGE

# De Grande Anse au Grand Sud
# Une tournée de Valdès rallume l'espoir

JEREMIE, 26 Février - Nous sommes en route pour Jérémie, à l'extrême pointe sud de la république, où l'envoyé spécial de l'ONU et chef de la Minustah, M. Juan Gabriel Valdès, doit présider une rencontre avec des officiels locaux et des leaders de la société civile du département de la Grande Anse autour d'un ensemble de projets dont on espère depuis toujours la réalisation.

**Réception pour l'envoyé spécial de l'ONU à l'aéroport de Jérémie**

Vite qu'on s'éloigne de la laideur inimaginable que représentent, davantage encore vue de là-haut, la capitale et ses faubourgs dans leur développement plus qu'anarchique. Inutile de décrire ce cimetière de caisses de béton inachevées qui continue de s'étendre, comme un cancer, dans toutes les directions et aujourd'hui jusqu'au-delà de Léogane, voire Grand Goâve et Petit Goâve.

Mais déjà la plaine de Darbonne, bassin vivrier de la ville de Léogane, est une halte rafraîchissante. Haïti serait un si beau pays s'il n'y avait les haïtiens. Oui, on pense à ce mot célèbre en survolant samedi notre pays dans l'hélicoptère de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti ou Minustah.

Mais tout de suite repart la désertification, la tristesse, la mort, la montagne toujours recommencée mais horrible comme

**(voir Jérémie / 10)**

**Les radeaux ou "pipirites" servant au transport sur la rivière Grande Anse** photos Haïti en Marche

ANNIVERSAIRE 29 FEVRIER

# La police ouvre le feu : 2 morts

PORT-AU-PRINCE, Haïti, 28 Février - La police haïtienne a ouvert le feu lundi à Port-au-Prince sur des manifestants pro-Aristide qui défilaient au premier anniversaire du départ en exil forcé de l'ancien président haïtien. Au moins deux personnes ont été tuées lors de la manifestation et près d'une dizaine blessées.

**Le corps d'un manifestant tué enveloppé dans le drapeau haïtien** AP

La manifestation avait commencé dans le quartier Bel Air, un fief des partisans de Jean-Bertrand Aristide. Environ 2.000

**(voir Manifestation / 3)**

**Haïti en Marche**

**Port-au-Prince**
100 Avenue Lamartinière au Bois Verna
Tél.: 245-1910 Fax 221-0204
**Miami**
173 NW 94th street
Miami, Florida 33150
Tél.: 305 754-0705 / 754-7543
Fax 305 756-0979
**New York** 914-358-7559
**Boston** 508 941-6897
**Montréal** 514 337-1286
email: **pub@haitienmarche.com**
URL : www.haitienmarche.com

## 29 FEVRIER : UN AN APRES

# Aristide profite de la solidarité "africaine"

(Le Figaro 28/02/2005)

Un an après la chute de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, la transition dans la République d'Haïti patine. L'insécurité reste un fléau en dépit de la présence des Casques bleus, et les conditions de vie misérables de la population ne se sont pas améliorées.

**L'ex-président Aristide, son épouse Mildred et leurs deux filles à Pretoria** AFP

Aristide a été contraint à la démission, le 29 février 2004, sous la pression des Etats-Unis et de la France. Exilé en Afrique du Sud, il continue de peser sur le des tin de son pauvre pays francophone.

Il écrit ses Mémoires, apprend le zoulou et s'impose sans effort dans la vie mondaine sud-africaine. Jean-Bertrand Aristide vit confortablement, depuis bientôt un an dans son pays d'accueil. "Invité à rester", selon l'expression du ministère sud-africain des Affaires étrangères, l'ex-président haïtien est loin d'être un réfugié que l'on cache. Mais il se considère toujours chef de l'Etat et son rêve le plus cher serait de retourner au pays.

"Je souhaite revenir chez moi avant longtemps, dans le cadre d'un accord négocié ou dans le cadre du dialogue, pour qu'ainsi aient lieu des élections libres, honnêtes et démocratiques, telles que prévues par la Constitution", a-t-il affirmé le 4 février dans un entretien accordé au journaliste écrivain français Claude Ribbe. Le président renversé estime qu'il bénéficie toujours du soutien des pays de la Caraïbe ainsi que de ceux du continent africain.

Il a de quoi se sentir épaulé. Ses hôtes sud-africains ne ménagent pas leurs efforts. Le président Thabo Mbeki lui a déroulé le tapis rouge à son arrivée à l'aéroport de Johannesburg, le 31 mai 2004. Aristide a eu l'honneur d'être plusieurs fois pris en photo aux côtés de Nelson Mandela. On l'a aperçu, à la mi-février, à l'ouverture de la session parlementaire du Cap, installé au premier rang parmi les personnalités. L'opposition sud-africaine blanche a considéré la présence d'Aristide comme "totalement inappropriée". Thabo Mbeki n'en a pas tenu compte. Il lui a consacré un hommage appuyé dans son discours inaugural. "Nous avons eu le privilège, depuis huit mois, d'accueillir le président haïtien et sa famille, une façon d'assumer nos responsabilités face à l'Afrique et à sa diaspora", déclarait-il.

Le terme "diaspora" est à la mode en Afrique du Sud. "L'Afrique est notre continent mère", avait déclaré, le jour de son arrivée, Jean-Bertrand Aristide. Le thème fait écho. C'est au nom de la "diaspora" que le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Alpha Oumar Konaré, annonçait en janvier le soutien du continent noir à Aristide dans la mise en place d'un dialogue en Haïti. "Haïti est un pays africain, hors de l'Afrique", a affirmé Konaré.

"Il nous faut normaliser la situation en Haïti, et rien là-bas ne se fera sans Aristide", déclare un responsable sud-africain. Mbeki vient de confirmer que Pretoria participera dans les deux prochains mois à une conférence sur la diaspora des Caraïbes, avant d'organiser à moyen terme une conférence plus large. Le nouveau gouvernement haïtien, présidé par Gérard Latortue, demandait même en janvier aux Sud-Africains de s'entremettre auprès de leur hôte pour qu'il lance un appel au calme à ses troupes, les violences entre parti au pouvoir et opposition fidèle à Aristide ayant fait plusieurs centaines de morts depuis septembre.

Certains se demandent si l'exil permet à l'ex-dirigeant haïtien d'aider financièrement l'opposition dans son pays. "Je suis en contact avec des Haïtiens de la diaspora. Mais entrer en relation avec des Haïtiens sur place mettrait leur vie en danger", précisait-t-il au début de son séjour. "Depuis, personne ne sait de quels contacts il dispose, explique un diplomate occidental. Les Américains cherchent à localiser sa fortune mais il dit à tout le monde qu'il n'a pas un sou !" Aristide est soupçonné par les actuelles autorités haïtiennes d'importants détournements de fonds. En Afrique du Sud, il n'a pas beaucoup de dépenses. Pretoria prend en charge son séjour et celui de sa famille dans une résidence "confortable et discrète". Ses enfants fréquentent l'école française. Des fonctionnaires des Affaires étrangères s'occupent de ses relations avec la presse.

Pour apaiser les contribuables sud-africains qui verraient d'un mauvais oeil leur pays entretenir un président déchu, le couple s'est vu offrir une raison officielle de séjour. Aristide et son épouse ont été nommés chercheurs honoraires de l'université d'Afri que du Sud à Pretoria (Unisa). Mildred travaille au Centre d'études de la renaissance africaine. Quant à Jean-Bertrand, il donnait en janvier une conférence sur sa vision de l'Ubuntu, mot africain qui désigne une forme d'harmonie, de fraternité et d'humanité commune. C'est loin de son palais, au dixième étage du bâtiment en béton de l'université, que l'ex-homme fort d'Haïti passe le plus clair de
son temps. En attendant que les beaux jours reviennent.

Pretoria : Caroline Dumay
[28 février 2005]

## Entre 2 à 4 morts à Port-au-Prince lors d'une manifestation pro-Aristide

**HPN - 28 Février -** Quatre personnes auraient été tuées par balles au Bel-air par la police qui a dispersé violemment une manifestation de partisans de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, ont indiqué des manifestants.

Au moins 10.000 personnes (selon les organisateurs) ont participé pacifiquement à une marche pour réclamer le retour au pouvoir de M. Aristide exilé depuis un an en Afrique du Sud. A la tête de la manifestation se trouvait le Père Gérard Jean Juste, un proche de l'ex président Aristide. Il a dénoncé la violence qui existe dans le pays depuis la chute du président qui doit, selon lui, retourner à son poste en Haïti.

Des radios haïtiennes ont fait état de 2 morts, tandis que la police a parlé d'un mort et d'un blessé par balle.

"La police a ouvert le feu sur une marche pacifique en présence des casques bleus de la MINUSTAH", a déclaré un manifestant.

Des tirs ont été entendus dans plusieurs quartiers de la capitale haïtienne à l'occasion du premier anniversaire de la chute de l'ex-président Aristide.

## Le Bel Air en effervescence

Depuis le Jeudi 25 Février une atmosphère de tension règne au Bel Air où des douzaines de manifestants ont brûlé des caoutchouc, lançant toutes sortes de projectiles contre les forces des Nations Unies, les accusant d'assister impassibles aux nombreuses exactions que commettent contre eux les membres de la Police Nationale.

Bilan des affrontements de vendredi: 2 inconnus tués et dont les corps sont restés plusieurs heures à même la chaussée (ils auraient été soupçonnés d'être des espions et tués par des résidents de ce quartier qui est un bastion de partisans de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide), et deux soldats brésiliens de la force de paix des Nations Unies qui ont été blessés par des projectiles.

A Bas l'ONU! hurlaient les jeunes, ajoutant "Seul Aristide peut nous aider".

Samedi les hostilités ont repris au Bel Air. Un troisième soldat onusien a été blessé par un tireur embusqué. Les troupes brésiliennes montées sur des tanks faisaient le va-et-vient dans les rues du Bel Air, quand elles ont été attaquées, selon le commandant Carlos Chagas Braga, un porte-parole des 7.400 membres de la Mission des Nations Unies ou Minustah dirigée par les brésiliens.

## Charles Henry Baker réagit à la grève de la faim de Yvon Neptune

Le numéro 2 du Groupe des 184 Charles Henri Baker a exprimé vendredi le souhait que l'ancien premier ministre Yvon Neptune et l'ancien ministre de l'intérieur Jocelerme Privert mettent fin à leur mouvement de grève de la faim entamé depuis plus de 5 jours au Pénitencier National.

Charles Henri Baker qui dit reconnaitre le droit des deux anciens responsables Lavalas de faire la grève, a toutefois estimé que les conditions de détention de Neptune et Privert sont bien meileures que les siennes lorqu'il avait été incarcéré au Pénitencier national en 2003 sous le gouvernement du président Aristide et du premier ministre Yvon Neptune.

## Gabriel Valdés : " L'Onu ne cherche nullement à imposer des solutions toutes faites à la situation en Haïti"

Le chef de la Minustah, Juan Gabriel Valdés, a réaffirmé vendredi lors d'une rencontre avec des femmes et des hommes d'affaires haïtiens que " l'Onu ne cherchait nullement à imposer des réponses toutes faites aux problèmes haïtiens ", et que ses actions s'inscrivent dans une logique d'accompagnement visant le long terme, a déclaré le représentant du secrétaire général des Nations unies.

L'ambassadeur Valdès évoquait les questions de dialogue national, des élections et du désarmement lors de cette rencontre avec les membres de la Chambre franco-haïtienne du commerce et d'industrie, où il était surtout question de l'importance de la sécurité dans le processus de développement en Haïti.

Les pays de l'Amérique latine, qui se sont collectivement engagés à soutenir Haïti, en réponse à l'appel du Secrétaire général des Nations unies, " sont prêts à partager avec elle les expériences autrefois bénéfiques pour eux dans la relance de l'économie et du développement ", a indiqué M. Valdès.

## Une cinquantaine d'organisations réclament le départ du premier ministre intérimaire et l'installation d'un gouvernement d'union nationale

Environ une cinquantaine d'organisations politiques, sociales, syndicales et estudiantines, pour la plupart membres de l'ancienne opposition à Aristide, se sont réunies vendredi pour exiger la démission du gouvernement intérimaire dans le cadre d'un mouvement baptisé "Initiative Nationale pour Sauver la Transition".

Selon les représentants de ces organisations, les autorités intérimaires n'inspirent pas confiance et n'ont aucune crédibilité pour organiser les compétitions électorales annoncées pour cette année. Deux porte-parole de ce mouvement, Turneb Delpé et Jean Nazaire Thidé, ont estimé que ce gouvernement gère mal la chose publique.

La situation du pays s'est gravement détériorée. "C'est l'impunité, l'insécurité, la vie chere, le chômage, la corruption qui règnent en maîtres et seigneurs", ont-ils fait savoir

Ils déclarent caduc l'accord du 4 avril 2004 intervenu entre le gouvernement intérimaire et les partis de l'ancienne opposition pour décider de la façon d'orienter le pays après le départ précipité d'Aristide, Ils réclament la démission du premier ministre Gérard Latortue, le renvoi du Conseil des sages et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale.

Selon Turneb Delpé et Jean Nazaire Tidé, on ne devrait pas avoir un premier ministre dans le cadre d'un gouvernement anti-constitutionnel. Ils appellent également la population à la mobilisation pacifique pour forcer Gérard Latortue à démissionner.

Les deux leaders ont invité les différentes composantes du Groupe des 184, le Rassemblement des démocrates nationaux progressistes à les rejoindre dans leur mouvement pour sauver,ont-ils dit, la transition. Au nombre de ces organisations figurent notamment le PNDPH, le MNP 28, le MODEREH de l'an major Dany Toussaint, le PADEM, le Ranfò et la CATH.

Une douzaines d'autres partis de la mouvance du 29 février se sont réunis aussi depuis le début de la semaine en vue de trouver une alternative à Latortue. Plusieurs d'entre eux cherchent à faire partir Latortue, tout en voulant garder, dit-on, leurs ministres au sein du gouvernement. (AHP)

## Au moins 15 personnes tuées au cours d'opérations de la police et d'autres hommes armés dans des quartiers populaires de la capitale

Au moins 15 personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées vendredi lors de différentes opérations de la police et d'autres civils armés dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince.

Au moins 10 personnes ont été abattues dans les seuls quartiers de St-Martin, Delmas et rue Tiremasse. Selon différents témoignages dont ceux de journalistes étrangers qui se trouvaient dans les parages, il n'y aurait pas eu d'affrontement, mais plutôt des assassinats.

Un malade mental connu de la zone figurerait parmi les victimes qui baignaient dans leur sang jusqu'en milieu d'après-midi. De nombreux habitants de la zone ont accusé le gouvernement intérimaire de "vouloir éliminer les habitants des quartiers populaires dans la perspective des élections bidon qu'il veut imposer au pays". Ils ont également pointé du doigt la MINUSTHA qu'ils accusent de ne pas protéger les personnes en danger.

Plusieurs personnes ont également été tués à Village de Dieu (Cité de Dieu), dans la nuit de jeudi à vendredi. C'est dans cette zone que le journaliste Abdias Jean avait été abattu le 14 février alors qu'il couvrait une intervention de la police.

Des habitants de ce quartier accusent des commandos qui auraient été payés pour commettre des exécutions sommaires. Des proches du gouvernement ont affirmé pour leur part que les violences enregistrées au cours de ces dernières 24 heures seraient le fait d'individus impliqués dans un mouvement qu'ils ont eux-mêmes baptisé " Opération Bagdad ".

Des rafales ont également été tirées au Centre-Ville à la mi-journée. Ce qui a créé une situation de panique et un ralentissement des activés commerciales. AHP

## 4 maisons dont le local de Radio Gonaïves FM incendiées

4 maisons dont celle logeant Radio Gonaïves FM ont été incendiées aux Gonaïves dans la nuit du 23 au 24 février 2005. Tous les équipements de la Radio ont brûlé dans ce sinistre dont on ignore encore l'origine exacte.

Des citoyens de la Cité de l'Indépendance qui attribuent ce drame au laxisme et à la nonchalance des autorités intérimaires, ont vertement critiqué ces dernières pour n'avoir doté jusqu'ici cette ville d'un service d'incendie. Ils accusent également le gouvernement Latortue de ne rien faire pour améliorer les conditions de vie de la population de la cité de l'Indépendance durement frappée en septembre dernier par des inondations qui ont fait environ 3000 morts et des dégâts matériels considérables.

**(voir En bref / 18)**

# Haïti : la violence augmente d'un cran
# 3 CASQUES BLEUS BLESSES

P-au-P., [AlterPresse] — La tension a grimpé à Port-au-Prince à l'occasion du premier anniversaire du départ d'Haïti de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide et une semaine après une évasion massive de la prison centrale de Port-au-Prince.

Un militaire de la Mission de Stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) a été blessé dans des affrontements avec des partisans armés d'Aristide, le 26 février, dans le quartier sensible du Bel Air (centre de la capitale), ont rapporté des médias.

La veille, dans les mêmes circonstances au Bel Air, deux militaires de la MINUSTAH et 2 policiers haïtiens ont été blessés, tandis que 5 autres personnes, reconnues comme des partisans armés de l'ancien régime, ont été tuées.

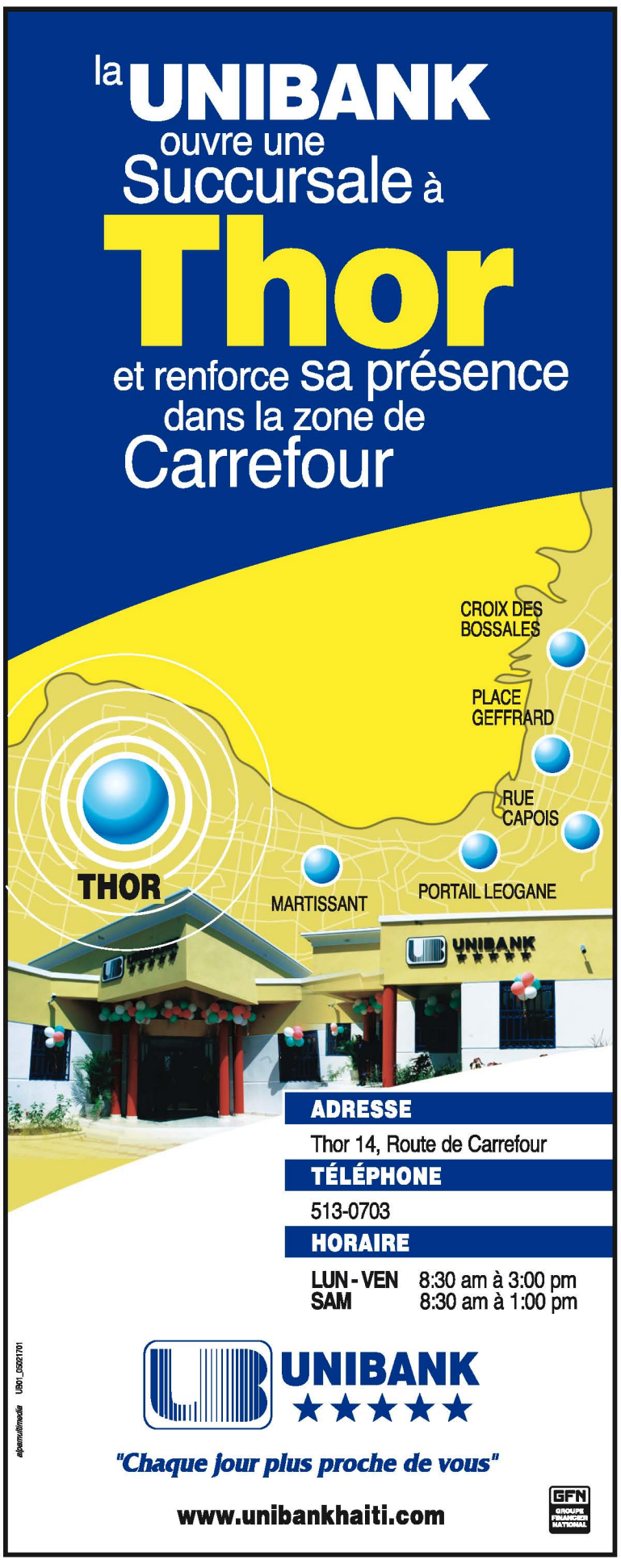
Interrogé par AlterPresse le 25 février, durant une cérémonie à l'ambassade dominicaine à Pétion-Ville, le Premier ministre Gérard Latortue a refusé de faire des commentaires sur la montée de violence constatée à la capitale.

Lors d'une rencontre le 25 février à Port-au-Prince avec des entrepreneurs haïtiens, le chef civil de la MINUSTAH, Gabriel Valdés, a qualifié la situation d'Haïti de " guérilla ", qui n'est guère facile à résoudre. Il importe de renforcer les mesures sécuritaires et de mettre la main sur les chefs des différents gangs qui opèrent dans le pays, a souligné Valdes, selon ce qu'indique un communiqué de la MINUSTAH.

D'autre part, plus d'une dizaine de personnes ont été tuées et 4 maisons incendiées le 24 février, lors d'un raid de bandits armés contre Cité de Dieu, un bidonville situé sur le bord de mer de la capitale (ouest), ont rapporté des témoins. Selon des médias, l'attaque a été conduite en représailles au lynchage, récemment, de 6 présumés bandits par des " brigades de vigilance ".

Dans la même soirée du 24 février, 2 personnes ont été tuées et deux autres blessées par balles dans les parages de Bel Air, a confié une source policière à AlterPresse.

Des groupes favorables à l'ancien régime ont appelé à une manifestation le lundi 28 février au Bel Air.




## SOMMAIRE

**L'EVENEMENT**
**ANNIVERSAIRE DU 29 FEVRIER**
La police ouvre le feu sur un défilé pro-Aristide: au moins 2 morts p.1
Aristide profite de la solidarité "africaine" p.2
L'insécurité continue de régner p.4
Aristide continue à dire qu'il a été "kidnappé" de son pays p.4
Un An après : Le peuple s'impatiente p.5

**ANALYSE**
Eleksyon wè pa wè p.1

**REPORTAGE**
De Grande Anse au Grand Sud: Une tournée de Valdès rallume l'espoir p.1
Jacmel: quelques suggestions p.12

**ACTUALITE POLITIQUE**
La violence augmente d'un cran : 3 casques bleus blessés p.3
Nouveau massacre à Cité de Dieu p.3
Lettre ouverte du prisonnier politique Yvon Neptune p.7
Latortue dément que des cadres de la primature auraient comploté contre Neptune p.7

ELECTIONS
Le maintien du calendrier électoral est une nécessité, selon l'ONU p. 5
Visite en Haïti du Président de la Junte Centrale électorale dominicaine p.7

**LETTRES**
Pages retrouvées de Roger Gaillard p.11

**PRESSE**
Yvonne Hakim Rimpel p.14

**DIASPORA**
Miami: La communauté haïtienne demande le retour d'Aristide et le jugement de Latortue p.15
Montréal : Manifestations pro-Lavalas p.16
Vancouver: Manifestations pro-Aristide p.16

# La police ouvre le feu sur un défilé pro-Aristide: 2 morts

(*Manifestation* ... **suite de la 1ère page**)

personnes brandissant des portraits d'Aristide avaient commencé à marcher vers le palais national lorsqu'ils ont croisé un véhicule de police qui bloquait la route. Alors que la foule contournait le véhicule, la police a utilisé des gaz lacrymogènes puis ouvert le feu pour disperser la foule. Des casques bleus des Nations unies ont alors bouclé la zone.

Des habitants ont été vus transportant le corps d'un homme qui semblait avoir reçu une balle dans la poitrine.

**Une femme crie sa colère contre les casques bleus après la mort de deux manifestants abattus par la Police intervenant brutalement contre la marche commémorant le 1er anniversaire du renversement par la force du président Jean-Bertrand Aristide le 29 février 2004** AP

Une ambulance de l'ONU est arrivée pourremmener le corps d'un deuxième homme qui avait reçu une balle dans la

**(voir Manifestation / 7)**

## Fiche d'Abonnement à Haïti en Marche

Nom

Adresse

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Haïti | Gdes 250 | Gdes 500 | Livraison à domicile double tarif | **6 Mois** | |
| Etats-Unis | US $ 40.00 | US $ 78 | | | |
| Canada | DC $ 42 | DC $ 80 | | **1 An** | |
| Europe | US $ 70 | US $ 135 | | | |
| Amérique Latine | US $ 70 | US $ 135 | | | |

1 An

# "Eleksyon wè pa wè"

(*Elections* ... suite de la 1ère page)

intérimaire haïtien, mais n'en ont pas moins accepté de prêter leur assistance technique pour les prochaines élections haïtiennes, ce dans le cadre de la Minustah.

Le 29 février 2004 a aussi été contesté, comme l'on sait, par l'organisation de l'unité africaine ou Union Africaine (UA). Cependant son chairman, M. Alpha Oumar Konaré, n'en a pas moins promis un appui formel aux prochaines élections haïtiennes, à condition que toutes les composantes du monde politique haïtien puissent y participer librement.

Par la même occasion, M. Konaré ouvrait aussi en principe la voie à la participation de l'ex-président Aristide au processus de "dialogue politique" qui doit se dérouler parallèlement à l'organisation des élections, parce que seul capable, pense-t-on, de réconcilier la nation avec elle-même.

### Massacre de 14 résidents ...

Les prochaines élections sont donc un banc d'essai pour la réintégration pleine et entière d'Haïti dans le concert des nations, et pour commencer retrouver son siège dans la communauté caraïbe - ce que tous nos partenaires internationaux appellent de leurs voeux, y compris les Etats-Unis, comme un élément essentiel pour permettre à Haïti de bénéficier de manière concrète du grand courant des échanges commerciaux et d'investissements pour lequel les différents blocs régionaux se positionnent. L'union fait la force!

Cependant alors que (du côté des internationaux) les prochaines élections haïtiennes deviennent presque une certitude, Port-au-Prince répond quant à elle par un rebondissement de la violence. Des gangs ont encore massacré 13 résidents du quartier populaire Cité de Dieu (sud de la capitale) et incendié plusieurs maisons (la police de son côté faisant au moins 5 morts au cours d'interventions à La Saline, tous des partisans de Fanmi Lavalas, selon Le Monde). Ces bandits voulaient se venger des brigades de vigilance (comités de quartier) qui les avaient fait emprisonner. Ce sont probablement des évadés du Pénitencier national où un demi millier de détenus, dont des criminels notoires, se sont échappés le samedi 19 février dernier.

D'autre part, les autorités aussi bien nationales (le premier ministre intérimaire Gérard Latortue) qu'internationales (Juan Gabriel Valdès) ont reconnu que l'évasion du 19 février est le fruit de complicités à l'intérieur du système pénitentiaire, et donc de la Police nationale d'Haïti.

Dans n'importe quel pays, une telle révélation aurait entrainé automatiquement la démission du chef de la police et des responsables concernés au plus degré de la chaîne de commande.

Mais seuls le chef de la prison et le directeur de l'Administration pénitentiaire nationale (APENA) ont été renvoyés.

Tandis que l'"enquête indépendante" annoncée par la police nationale et le gouvernement restera probablement lettre morte comme toutes les autres qui ont précédé.

Bientôt, avec la fatale succession des événements toujours aussi catastrophiques les uns que les autres, on aura tourné la page.

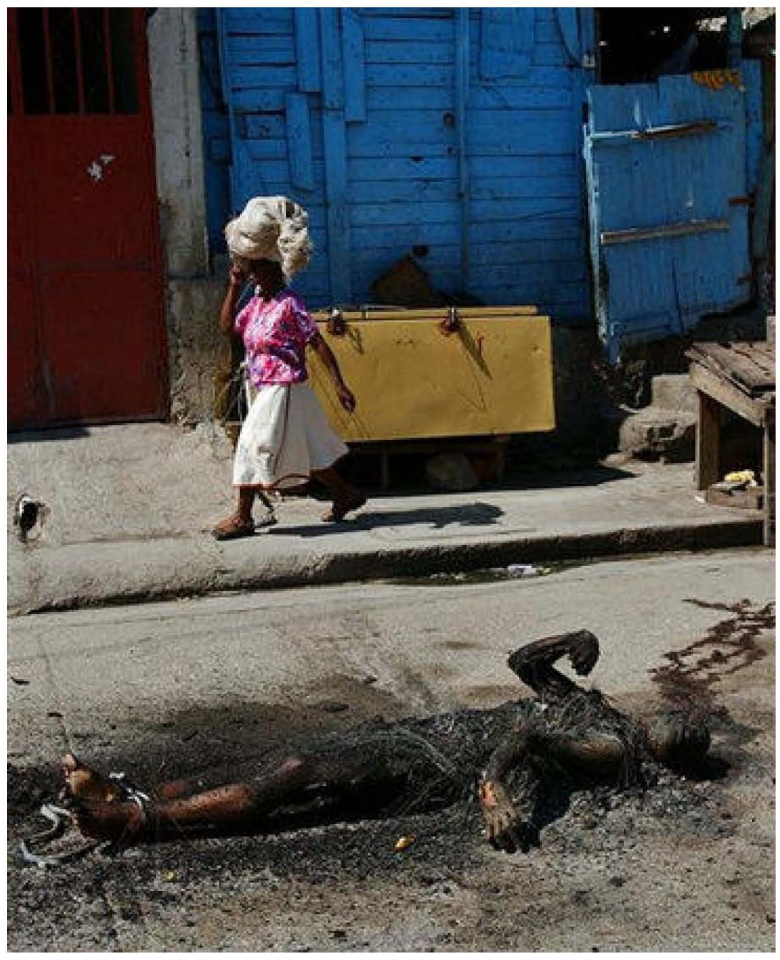
### Peut-on placer un casque bleu derrière chaque haïtien? ...

Apparemment choqué devant la constatation de l'implication directe de la police nationale dans cette évasion de près de 500 malfrats qui ont recommencé la même semaine à faire parler d'eux (massacres de population civile, vols, invasions de domicile, viols commis sur leurs victimes et non des moindres), M. Valdès parle de mettre partout des patrouilles de casques bleus. Ce sont des camions bourrés de soldats étrangers armés jusqu'aux dents qui laissent en début de soirée le campement de la Minustah près de l'aéroport international. Mais peut-on placer un casque bleu derrière chaque haïtien? A ce train-là, les 7.400 hommes sur place vont se révéler largement insuffisants. L'argument ne semble donc pas vraiment convaincant.

Voilà donc qui fait franchir à l'insécurité un nouveau palier, et un de loin beaucoup plus sérieux (plus grave que l'insécurité elle-même), c'est la compromission ouverte de la police nationale, et à des degrés insoupçonnés. C'est la pourriture interne et profonde de l'institution chargée de l'application de la loi et l'ordre, et qui ne cesse de clamer qu'elle est la seule officiellement autorisée à porter des armes. Menacer et se servir!

Rien d'étonnant que le trafic de drogue ait redémarré sur des chapeaux de roue (le dernier stock saisi dans un aéroport de Montréal totaliserait les prises de deux années au moins).

Voilà aussi que l'assassinat des 4 policiers survenu le dimanche du carnaval (6 février) serait la conséquence d'un règlement de comptes impliquant la police de l'aéroport. Les 4 malheureux auraient été tués parce que se trouvant au mauvais moment, au mauvais endroit et surtout dans le mauvais véhicule. C'est le véhicule qui aurait été ciblé. On a relevé plus d'une quarantaine de douilles. Mais ses 4 occupants n'avaient, hélas, rien à y voir.



**Cadavre brûlé d'un inconnu découvert vendredi au Bel-air, il aurait été tué sous l'accusation d'être un espion infiltré dans ce quartier resté un bastion de partisans de l'ex-président Aristide** AP

### La fin justifie les moyens ...

**(voir Elections / 5)**

# L'insécurité continue de régner, 1 an après le départ d'Aristide

LE MONDE | 26.02.05 | 12h20

**L'ancien président, exilé en Afrique du Sud, n'a pas renoncé à revenir au pouvoir.**

**Port-au-prince** *de notre envoyé spécial*

Survenue à quelques jours du premier anniversaire du départ en exil de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, le 29 février 2004, l'évasion de 500 détenus de la prison de Port-au-Prince, le 19 février, fragilise le gouvernement de transition, chargé d'organiser les élections à la fin 2005.

**PRÈS DE 7 500 CASQUES BLEUS**

Plusieurs partis ont exigé la démission du gouvernement, l'accusant d'être incapable de garantir un climat de sécurité permettant le bon déroulement des prochaines élections.

*"Je ne démissionnerai pas"*, a répliqué le premier ministre, Gérard Latortue, qui a dénoncé *"les petits groupes qui ne veulent pas s'accommoder à la démocratie et à la lutte contre la corruption"*.

D'autres leaders politiques comme Evans Paul, ancien maire de Port-au-Prince, et le dirigeant social-démocrate Victor Benoît, ont réclamé l'ouverture d'une enquête sans demander la démission du gouvernement. Le premier ministre s'est félicité de l'appui de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), qui compte près de 7 500 casques bleus, pour la plupart latino-américains.

Depuis son exil sud-africain, M. Aristide a affirmé qu'il serait de retour en Haïti *"avant longtemps, dans le cadre d'un accord négocié ou du dialogue pour qu'aient lieu des élections honnêtes et démocratiques"*. Dans un entretien avec l'écrivain guadeloupéen Claude Ribbe, il a soutenu avoir été *"menacé par deux émissaires français"* avant son départ de Port-au-Prince. Il a de nouveau accusé *"les anciens colons"*, auxquels il réclamait le remboursement de la *"dette de l'indépendance"*, d'avoir provoqué sa chute, reprenant la thèse d'un *"enlèvement"* organisé par la France, les Etats-Unis et le Canada.

Cette thèse est contredite par plusieurs témoins des événements qui ont abouti à son départ. M. Aristide a signé une lettre de démission après plusieurs mois de manifestations, violemment réprimées, réclamant son départ. Alors que ses "chimères" semaient le chaos dans la capitale et qu'une troupe bigarrée d'anciens militaires et de membres de gangs qui s'étaient retournés contre lui marchait sur Port-au-Prince, il a été abandonné par sa garde prétorienne, formée d'anciens membres des forces spéciales américaines. Il n'avait d'autre choix que de fuir pour sauver sa vie.

L'intervention militaire étrangère que M. Aristide appelait de ses vœux pour se maintenir au pouvoir n'a commencé que quelques heures après son départ pour la République centrafricaine, première étape d'un exil qui l'a mené en Jamaïque puis en Afrique du Sud. *"Nous payons les conséquences de l'improvisation qui a marqué la sortie d'Aristide"*, souligne Guy Alexandre, ancien ambassadeur du président déchu, qui avait démissionné pour protester contre la répression et travaille aujourd'hui au cabinet du premier ministre.

**Jean-Michel Caroit**

# Aristide continue à dire qu'il a été kidnappé de son pays, il y a un an mais certaines évidences permettent d'en douter

LE MIAMI HERALD

Un an après son départ pour l'exil, Aristide continue à soutenir l'affirmation qu'il a été forcé de quitter le pouvoir par un "kidnapping moderne" soutenu par les Etats-Unis et le gouvernement français. Mais alors que la vérité entière demeure un puzzle, certains indices indiquent qu'il a accepté volontairement de partir, certainement sous pression de Washington et de Paris et sous la menace qu'il serait tué s'il restait, ce qui a provoqué sa décision ultime.

Au cours d'une brève conversation téléphonique avec son premier ministre Yvon Neptune, plusieurs heures avant son départ d'Haïti le 29 février 2004, Aristide eut à dire qu'il laissait le pays et a offert à Neptune de se joindre à lui dans son exil, d'après les déclarations faites au Herald par l'ex-premier ministre.

Aristide a aussi écrit une lettre de démission sur une carte blanche, semblable à celle servant d'invitation à un mariage, et l'a faxée à l'Ambassade américaine juste quelques heures avant de s'envoler le 29 février 2004. Il a remis l'original à l'aéroport, a appris le Herald.

**(voir Kidnapping / 5)**

# Des élections coûte que coûte!!!

(*Elections* ... suite de la page 4)

Il n'empêche. L'envoyé spécial reste assuré que les élections auront lieu dans les délais fixés. Et on est tenté de le croire, vu l'emprise de plus en plus totale de l'international sur la chose politique, et pour ne pas le dire, sur nos vies.

Oyez le raisonnement avancé par M. Valdès samedi lors d'une conférence de presse à Jérémie, à l'extrême sud du pays: "Oui, c'est difficile de tenir des élections dans les circonstances actuelles; mais ne pas les tenir c'est créer une situation qui sera encore plus difficile à gérer."

Et pourtant, la classe politique locale continue de prendre son temps, de tourner en rond, de marroner. Car en Haïti, les élections c'est la fin. Faut-il bien se donner d'abord les moyens? Et dans ce domaine plus qu'aucun autre, la fin justifie les moyens. N'importe quel moyen. Tous les moyens sont bons. D'abord prendre le contrôle de la machine ...

L'évasion massive survenue au Pénitencier a paru une bonne occasion à cause des nombreuses protestations soulevées. Cependant au lieu de viser directement les responsables de la loi et l'ordre, c'est le Premier ministre - et lui seul - qui se retrouve dans le collimateur.

La semaine dernière, les candidats au poste de premier ministre se bousculaient au portillon. La manoeuvre n'a pas réussi, mais il ne reste que d'attendre.

Alors que peu de candidatures sérieuses aux prochaines élections se sont manifestées jusqu'à présent.

### "Al fè ti kat" ...

Les élections c'est aussi une autre étape décisive appelée l'inscription des électeurs. "Al fè ti kat" (faire sa carte électorale).

C'est le premier moyen pour savoir si, comme le soutient l'envoyé spécial de l'ONU, le peuple veut les élections.

Que se passera-t-il lorsqu'on arrivera bientôt à l'inscription des électeurs?

La dernière fois qu'on a vécu une situation semblable c'était en 1990. Le peuple avait presque laissé passer la période d'inscription ... Normal. Il n'avait pas encore son candidat. Puis soudain, un certain Titid vint ...

Récemment, Fanmi Lavalas a annoncé qu'il ne participera pas aux élections si ses exigences ne sont pas satisfaites (libération de tous ses ex-dirigeants et militants emprisonnés sans motif sinon leur seule affiliation politique, respect de la liberté de rassemblement et de tenir librement des réunions politiques en n'importe quel point de la république, lancement d'un "dialogue politique" authentique, retour d'exil du président qui a été renversé par la force le 29 février 2004).

**Le peuple a aussi peur des policiers que des groupes armés** AP

### Lavalas est-il vraiment le seul maître du jeu? ...

Supposons que Fanmi Lavalas maintienne sa position actuelle et que ses partisans n'aillent pas aux bureaux d'inscription, alors on saura aussi de cette façon quel est le poids électoral des autres formations politiques. Si un grand nombre se précipite aux bureaux d'inscrition, cela voudrait dire que Lavalas n'a plus le quasi monopole auquel il prétend.

Par contre, supposons que les bureaux d'inscription restent désespérément vides. Eh bien, cela voudra dire que Lavalas reste électoralement incontournable.

Voilà donc un premier test capital.

Mais Lavalas est-il le seul maître du jeu comme en 1990? Est-ce que la situation est tout à fait la même? Est-ce que les responsables de Fanmi Lavalas peuvent décider à eux tout seuls de la tenue ou non des prochaines élections? Aussi bien Lavalas que n'importe quel autre secteur, pour reprendre M. Valdès ...

Des élections qui ne sont pas seulement un défi pour la communauté nationale, mais également pour l'universalité des pays qui nous assistent en ce moment, et spécialement ceux de l'Amérique latine pour lesquels cette situation représente, dit M. Valdès, une grande première et donc qu'on ne doit pas râter.

Est-ce que Fanmi Lavalas est seul habilité à trancher sur une question aussi capitale et ayant autant de répercussions et à des niveaux aussi élevés?

Il ne reste que d'attendre ...

Haïti en Marche, 27 février 2005

# L'ex-président haïtien Aristide continue à dire qu'il a été kidnappé de son pays ...

(*Kidnapping* ... suite de la page 4)

Aristide laissa sa demeure en compagnie de sa femme, emportant avec lui deux valises. L'ont accompagné dans l'avion au moins trois Haïtiens et 19 de ses body guards, d'après ses propres déclarations et des interview réalisées par le Miami Herald avec une douzaine d'Haïtiens et des officiels américains.

Aristide a refusé de nombreuses demandes du journal pour interview et a refusé de préciser si oui ou non il avait été kidnappé, réservant sans doute les détails pour un livre en préparation, a également appris le Herald.

La présidence d'Aristide avait commencé a devenir branlante le 5 février 2004 quand un gang connu sous le nom d'Armée Cannibale s'est emparé de la ville des Gonaïves. La rébellion a connu une véritable escalade avec l'arrivée de douzaine de membres des ex-forces armées d'Haïti et de membres du groupe paramilitaire dénommé FRAPH.

### Crainte d'un exode

L'ambassadeur américain James Foley a déclaré que au fur et à mesure que la rébellion prenait de l'importance, il a exprimé son inquiétude concernant une augmentation possible du nombre de réfugiés. Washington continuait à pousser pour une solution négociée et politique. Mais au même moment un groupe de 30 rebelles s'est emparé de la ville du Cap Haïtien, autre cause de souci pour les Américains parce que le port était par contre-coup ouvert à une migration illégale massive.

C'est à ce moment que le Pentagone a envoyé une délégation de 50 membres d'un commando anti-terroriste avec pour mission primordiale de protéger l'ambassade américaine. Peu de temps après l'arrivée du team, le 23 février 2004, une haute personnalité américaine a été approchée par Aristide en ce qui a trait à la sécurité du président et de sa famille a déclaré un officiel du Département d'Etat sous couvert d'anonymat.

La question de protection pour la femme d'Aristide - une citoyenne américaine - et des deux enfants du couple a été également évoquée. La réponse doit avoir terrifié Aristide. "Les forces américaines ont déclaré qu'aucune protection ne sera accordée" a dit l'officiel. Il devenait clair qu'Aristide aurait à compter uniquement sur sa propre garde de sécurité de la Steele Foundation, une compagnie basée à San Francisco.

En quelques jours, Washington a commencé à exercer une pression pour renverser Aristide et éviter un bain de sang. "Vers le milieu de la semaine, il devenait clair pour nous que Aristide allait tomber" a révélé Foley au Herald. "La fin était garantie mais le développement de cette fin semblait entouré de terreur. Nous anticipions un bain de sang. "

Foley a dit que ses discussions par téléphone avec Aristide concernant sa démission ont commencé au cours d'une conversation téléphonique tard dans l'après midi du 28 février. Il ont parlé deux fois encore au cours des prochaines heures et finalement Aristide a accepté de démissionner, a déclaré l'ambassadeur.

Il s'agissait maintenant d'obtenir une lettre de démission formelle. " Il ne suffisait pas de l'éloigner du pays, cela n'aurait eu aucune légitimité" a expliqué Luis Moreno, un membre important de la mission diplomatique américaine. La lettre a été écrite en créole et est arrivée sur le fax de l'ambassade entre 1h30 et 2h30 du matin.

Avec la contribution d'un traducteur créolophone, a expliqué Moreno, il a analysé morceau par morceau les membres de phrases, utilisant un dictionnaire.

Plus tard Aristide insista qu'il n'avait pas démissionné.

Moreno dit qu'il laissa l'ambassade pour la maison d'Aristide afin de l'escorter et l'accompagner à l'aéroport vers les 4 heures du matin, accompagné de 6 officiels de la sécurité de l'ambassade habillés en civil.

**(voir Kidnapping / 6)**

**LEGAL ANNOUNCEMENT OF BIDS**
**MIAMI-DADE COUNTY**
**MIAMI, FLORIDA**

MIAMI-DADE

Miami-Dade County, Florida is announcing the availability of bids, which can be obtained through the Department of Procurement Management (DPM), from our Website: www.miamidade.gov/dpm. Vendors may choose to download the bid package(s), **free of charge**, from our Website under **"Solicitations Online".** Internet access is available at all branches of the Miami-Dade Public Library. It is recommended that vendors visit our Website on a weekly basis to view newly posted solicitations, addendums, revised bid opening dates and other information that may be subject to change.

Interested parties may also visit or call:

**Miami-Dade County**
**Department of Procurement Management**
**Vendor Assistance Unit**
**111 NW 1st Street, 13th floor,**
**Miami, FL 33128**
**Phone Number: 305-375-5773**

There is a nominal non-refundable fee for each bid package and an additional $5.00 handling charge for those vendors wishing to receive a paper copy of the bid package through the United States Postal Service.

These solicitations are subject to the **"Cone of Silence"** in accordance with County **Ordinance No. 98-106.**

# Haïti, le peuple s'impatiente

**LA CROIX**

Un an après le départ du président Aristide, 6 000 casques bleus de l'ONU assurent la "stabilisation" du pays le plus pauvre d'Amérique Le processus démocratique doit conduire à des élections générales à l'automne Mais l'insécurité règne toujours et la misère demeure plus que jamais

Un an tout juste après la chute du président Jean-Bertrand Aristide, qui dut quitter le pays le 29 février 2004, Haïti est toujours sous tension. Si le carnaval s'est déroulé dans un calme relatif au début du mois, il n'en reste pas moins vrai qu'à Port-au-Prince, des quartiers entiers sont aux mains de gangs armés : à commencer par les "chimères", proches d'Aristide, qui y font régner la terreur pour des raisons criminelles, mais aussi pour entretenir l'instabilité. "Il fera noir de jour comme de nuit", avait averti le président Aristide avant de devoir quitter le pays.

En fait, s'il ne fait pas entièrement nuit, le jour ne se lève que très timidement sur Haïti. Un an après l'exil d'Aristide, peu de choses ont vraiment changé. Les immondices s'amoncellent encore sur les trottoirs défoncés, le chômage frappe toujours, et le Champ-de-Mars, le soir venu, reste le triste royaume des gamins des rues.

La stabilité macroéconomique a certes été restaurée, mais le quotidien des Haïtiens n'est guère différent d'il y a douze mois : les écoles privées et les maisons de pompes funèbres sont toujours les deux rares activités légales à succès, tant les Haïtiens se tuent à la tâche pour payer l'instruction d'enfants abandonnés par une éducation publique quasi inexistante.

Personne n'imaginait sortir le pays du marasme en douze mois de transition. Mais l'homme de la rue a peu de choses à se mettre sous la dent, et ce qu'il voit de la présence internationale, ce sont surtout ces 4 ◊ 4 de l'ONU ou des différentes ONG, qui louent les grandes maisons et hôtels des quartiers résidentiels. Quand il apprend que l'ONU a déjà dépensé 500 millions de dollars, il soupire. Quand les scandales de corruption continuent de faire la une, il désespère.

Depuis le temps que la corruption est répandue dans ce pays, nous ne savons plus ce qui est légal et illégal, ce qui est business et corruption, déplore Jean-Claude Bajeux, directeur du Centre œcuménique des droits humains.

En fait, nous avons été jusqu'à légaliser des processus illégaux. Ici, on pense toujours que voler l'État n'est pas voler… La grande déception de ce gouvernement, c'est la justice : rien n'a changé, les dossiers judiciaires s'entassent. Beaucoup de juges sont corrompus, d'autres ont peur. Ils se disent que ce gouvernement n'est pas là pour durer, et qui sait qui sera au pouvoir demain ? "

Si Haïti a besoin de temps pour se réformer en profondeur, le temps politique est, lui, plus court. À quelques mois d'élections (municipales, législatives et présidentielle) prévues à l'automne, et censées marquer l'entrée du pays dans une ère nouvelle, le temps presse.

Il existe des signes positifs : le discours public est plus libre, la violence politique ciblée a disparu, et les acteurs politiques semblent enfin vouloir engager un dialogue national, dans un pays très divisé socialement depuis deux siècles. Américains et Haïtiens luttent de concert contre le trafic de drogue : "depuis août, nous avons saisi pour deux millions de dollars de drogue", lâche un officiel haïtien. Et des investigations sont en cours contre Aristide et ses proches pour blanchiment et détournement.

**Le Bel-air n'est plus le quartier vivant et coloré qu'il était** photo Yonel Louis

Mais pour que des élections débouchent sur un gouvernement légitime et stable, il faut que la population (dont plus des trois quarts vivent sous le seuil de pauvreté) sente que le cours nouveau tient compte d'elle. Dans les classes populaires, le discours d'Aristide séduit encore.

Et ce mélange de frustration et d'insécurité pourrait bien déboucher sur un échec électoral : dans un pays où la sécurité n'est pas assurée, pas même dans un pénitencier, pourquoi braver la colère d'insurgés pour aller voter ? " Il faut absolument que la population sente que les choses ont changé, il faut du concret"", note un diplomate européen, qui mise beaucoup sur la prochaine conférence internationale sur Haïti, en mars, à Cayenne.

**Gilles BIASSETTE, à Port-au -Prince**

## Aristide continue à dire qu'il a été kidnappé, mais certaines évidences permettent d'en douter

(*Kidnapping* ... suite de la page 5)

Aristide avait dit à Moreno qu'il lui remettra la lettre de démission à l'aéroport et les deux sont montés dans des voitures séparées. A l'aéroport un membre du staff de l'ambassade a utilisé un flash pour confirmer que la note qu'Aristide lui remettait était effectivement celle qu'Aristide lui avait faxée.

Aristide est monté à bord de l'avion avec sa femme Mildred, les 2 valises et Frantz Gabriel son chef de sécurité au Palais national. Montèrent aussi à bord les membres de sa sécurité de la Steele Foundation.

Depuis le début de son exile, d'abord en République Centre Africaine, puis à la Jamaïque et maintenant en Afrique du sud, Aristide maintient ses allégations de kidnapping. Il a dit qu'il demeurait le président d'Haïti parce qu'il avait signé cette lettre de démission sous la peur et que ses mots ont été par la suite transformés.

Neptune qui a lu la lettre de démission d'Aristide et qui est maintenant enfermé au Pénitencier national, a déclaré au Herald que la note tapée et portant la signature d'Aristide lui paraissait être une lettre de démission..

Néanmoins Neptune insiste qu'il a des réserves à propos du départ d'Aristide et qu'il aimerait que le départ soit soumis à une investigation indépendante.

Il n'y en a pas maintenant, dit le Miami Herald.

## NATIONS UNIES

# Le maintien du calendrier électoral est essentiel en Haïti

**NEW YORK (Nations unies), 26 fév (AFP)**

Il est essentiel que le calendrier électoral soit maintenu en Haïti où les Casques bleus tentent étape par étape de faire reculer le banditisme, a déclaré à l'AFP le secrétaire général adjoint de l'Onu chargé des opérations de paix, le Français Jean-Marie Guéhenno.

- Q: Des élections sont prévues en fin d'année en Haïti. Prévoyez-vous un renforcement des Casques bleus pour assurer la sécurité des scrutins?

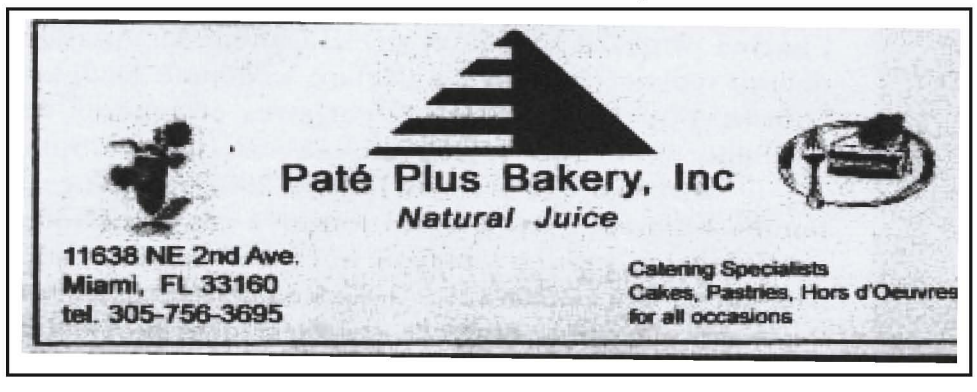
- R: Nous allons dans les semaines et mois qui viennent examiner de très près quelles sont les exigences de sécurité pour des élections crédibles en Haïti. Si nous constatons que le dispositif de la Minustah, complété par la police haïtienne, n'est pas suffisant, nous irons au Conseil de sécurité pour demander l'aide supplémentaire nécessaire. Il est essentiel que le calendrier soit tenu, les Haïtiens doivent pouvoir exercer leur souveraineté démocratique dans la paix. Les élections doivent être l'occasion d'un rassemblement du pays et non pas l'occasion pour une partie du pays de prendre le pouvoir aux dépens des autres.

- Q: Pourquoi l'Onu n'en fait-elle pas plus contre les ex-militaires qui continuent de contrôler des villes haïtiennes?

- R: L'Onu fait beaucoup pour améliorer la sécurité en Haïti. Sa force reste limitée, elle procède de façon progressive, étape par étape. Ces dernières semaines, il y a eu un certain nombre d'opérations des forces de l'Onu et de la police de l'Onu pour améliorer la sécurité dans les quartiers difficiles de Port-au-Prince. La question du désarmement doit être une priorité, pour faire reculer le banditisme. Dans le même temps, il faut faire avancer le processus politique pour que l'Etat en Haïti demain soit inclusif, et qu'aucun Haïtien ne puisse penser qu'il est exclu du jeu politique.

- Q: Il y a une semaine, près de 500 détenus se sont échappés d'une prison située en plein centre de Port-au-Prince. Ne s'agit-il pas d'un échec de l'Onu?

- R: L'Onu n'était pas en charge de la sécurité de cette prison, elle ne peut pas être en charge de tous les établissements en Haïti. Il est clair que cette évasion massive est un coup dur porté à l'ordre public en Haïti. La Minustah travaille en étroite coopération avec le gouvernement haïtien pour limiter l'impact de cette évasion. Dans les dernières semaines, le nombre d'incidents violents avait diminué. Dans les semaines qui viennent, il va falloir que notre composante de police avec la police haïtienne intensifie sa coopération pour reprendre l'avantage après cette évasion.



# Le Premier ministre intérimaire dément que des cadres de la primature auraient comploté contre Yvon Neptune

Port-au-Prince, 25 février 2005 (AHP)- Le Premier ministre intérimaire Gérard Latortue a démenti vendredi les déclarations faites par un évadé du pénitencier national selon lesquelles des cadres de la primature auraient été impliqués dans un complot visant à assassiner l'ancien Premier ministre Yvon Neptune.

Anel Bélizaire qui avait pris les armes contre le gouvernement Aristide lors de l'insurrection de février 2004, a fait savoir jeudi qu'il avait été approché par des cadres de la Primature pour accomplir la sale besogne, à la faveur de la confusion créée par l'intervention le samedi 19 février au Pénitencier national d'un commando qui a entraîné de gré ou de force près de 500 détenus et prisonniers en dehors de la prison.

Bélizaire déclare avoir refusé de marcher dans le coup parce qu'il n'est pas un criminel, a-t-il dit.

Le chef du gouvernement a fait savoir que la Primatune ne connaît pas ce genre de pratiques.

" C'est moi qui suis intervenu au contraire pour obtenir le transfert de Yvon Neptune dans une cellule décente ", a-t-il argumenté, ajoutant qu'il se bat pour le respect de la fonction de premier ministre.

Gérard Latortue, tout comme le ministre de la justice, Bernard Gousse, était absent du pays lors de l'irruption de l'action du commando.

AHP 25 février 2005 2:35 PM

# MANIFESTATION ...

**(suite de la page 3)**

tête, mais la foule a encerclé le cadavre ensanglanté, l'a enveloppé dans un drapeau haïtien et hurlé aux casques bleus de rester à l'écart.

Plusieurs centaines de casques bleus péruviens et brésiliens encadraient la manifestation. "Cela semblait pacifique, mais pour une raison que nous ignorons la police haïtienne est arrivée et a décidé de disperser la manifestation", a déclaré le commandant Carols Chugs Brag, porte-parole de la mission de l'ONU en Haïti, conduite par le Brésil. AP

**(voir Manifestations / 9)**

# Lettre ouverte du Prisonnier Politique Yvon Neptune

**L'ex-Premier ministre Yvon Neptune et son co-détenu, l'ex-ministre de l'Intérieur Jocelerme Privert, collaborateurs de l'ex-président Aristide qui a été renversé il y a aujourd'hui un an, ont annoncé qu'ils poursuivront une grève de la faim dans leur cellule au Pénitencier national jusqu'à ce qu'ils soient libérés**

Aux Ambassadeurs

Juan Gabriel Valdez, Représantant du Sec. gnl. de l'ONU en Haïti
Denneth Modeste, Représentant spécial du Sec. gnl de l'OEA
James B. Foley, Etats-Unis d'Amérique
Claude Boucher, Canada
Thierry Burkard, France
Marcel Young, Chili

Depuis mon incarcération injuste et injustifiée au Pénitencier National le 27 juin 2004, ma vie a été directement menacée en trois (3) occasions.

A la troisième occasion, le samedi 19 février en cours, le pouvoir a décidé de m'isoler, apparement pour ma sécurité, mais cette mesure avait en fait beaucoup plus des effets de sanctions planifiées. Pour preuve, après trois jours d'isolement, j'ai été retourné à ma cellule initiale pour faire face à un régime nouveau, visant clairement à m'humilier et surtout à m'abêtir.

Messieurs les Ambassadeurs, vous êtes au courant, vous tous, des raisons machiavéliques pour lesquelles depuis le 29 février 2004 des pressions de toutes sortes sont exercées contre moi pour que je parte en exil. Vous connaissez aussi, mieux que moi, les mobiles et objectifs bassement et cyniquement politiciens de mon arrestation arbitraire et de ma détention illégale, détention maitenant longue de huit (8) mois et dans les conditions déhumanisantes et insécuritaires que vous savez.

En dépit des preuves irréfutables et connues de vous tous que certains délinquants de St-Marc, en complicité avec la NCHR et le pouvoir, s'acharnent à associer mon nom au produit de leur mensonge, par eux orchestré à des fins politiquement éhontées, montrueuses et macabres, et tout en tentant ainsi d'occulter leurs propres actes de vandalisme et d'assassinat, le pouvoir, du haut de sa suffisance revancharde et de son je-m'en-foutisme des principes et pratiques élémentaires de droit et de justice, continue allègrement de se complaire, non seulement dans l'arbitraire de son mandat de m'arrêter, mais en outre, dans son oeuvre de rapiéçage clientéliste et dictatorial d'une cour de cassation constitutionnellement en dysfonction depuis des mois (le mandat constitutionnel de certains juges de la cour ayant longtemps expiré), ceci en vue de jouer au Ponce Pilate dans le dossier honteusement illégal de mon incacération et de ma détention prolongée.

Le pouvoir, se sentant, parait-il, au faîte de son puissance de "vainqueur", se grise des retombées capiteuses de ses investissements dans le démocide et la destruction des forces libératrices de la vérité porteuse de Justice.

En attendant que des voix sincères et fortes en autorité morale et de justice disent sans équivoque au pouvoir qu'il doit cesser de pactiser avec des déliquants, des vandales, des assassins notoires et des organisations discréditées qui, sans aucune gêne, ni retenue, s'obstinent à vouloir me fabriquer une casaque de meurtrier, en vue de justifier au profit du Pouvoir mon éventuel lynchage, je suis certain que le spectacle de ma mort lente et sûre serait plus au goût du Pouvoir et de ses affidés; je me propose donc de les satisfaire, en poursuivant la grève de la faim, afin qu'un jour, mes frères et soeurs qui croupissent dans la misère ne soient plus bafoués, affamés, méprisés et ostracisés.

**Prison Centrale, P-au-P**

**Yvon Neptune**

**Aux Ambassadeurs**

**C.C. Congrès des Etats-Unis d'Amérique**
**Caricom**
**Union Africaine**
**Amnesty International**
**Organisations des droits humains**

**(Internationales)**
**ONU**
**OEA**
**Presse**

# Visite en Haïti du président de la Junte Centrale Electorale dominicaine

Port-au-Prince, [AlterPresse] — Le président de la Junte Centrale Électorale (JCE) de la République Dominicaine, Luis Arias, est arrivé dans l'après-midi de ce 24 février à Port-au-Prince pour une visite officielle de 72 heures.

Luis Arias, qui est invité par le gouvernement et le Conseil Électoral Provisoire (CEP) haïtiens, a déclaré à son arrivée à l'aéroport international que sa visite " s'inscrit dans le cadre de la coopération horizontale " pour partager ses expériences avec les autorités électorales d'Haïti.

Arias devait prononcer une conférence magistrale le 26 février à Pétion-Ville (périphérie Est) afin de parler des pratiques dominicaines en matière électorale. " J'espère que nos expériences seront bénéfiques pour les autorités haïtiennes ", a-t-il dit.

Interrogé par AlterPresse sur l'intérêt particulier de l'expérience dominicaine pour Haïti, Arias a expliqué que " le fait même de partager la même île et considérant les éléments culturels qui lient les Haïtiens et les Dominicains ", l'expérience dominicaine est " la meilleure " à partager avec les autorités et le peuple haïtiens.

Le président de la JCE a loué " les efforts"" des autorités électorales, qui " méritent l'appui de la communauté internationale ". Il a exprimé son " optimisme " en ce qui concerne le développement du processus électoral en Haïti ".

Luis Arias a été accueilli à l'aéroport par une délégation du CEP dirigé par le président Max Mathurin. " Il y a beaucoup de choses que nous attendons de cette coopération ", a déclaré Mathurin à AlterPresse. La République Dominicaine, a-t-il dit, a connu une transition aussi difficile que la transition haïtienne et en est sortie avec succès.

Mathurin a souligné que la visite d'Arias se produit au moment où se prépare en Haïti la phase d'inscription des électeurs, qui doit commencer en avril. " J'espère que son expérience (en la matière) va nous servir ", a-t-il déclaré.

A propos du contexte d'insécurité en Haïti, Max Mathurin a indiqué à AlterPresse que le CEP, la police et le gouvernement établiront un plan de sécurité " pour éviter des problèmes " lors de l'inscription des électeurs.

Durant sa visite, Arias doit s'entretenir avec le Premier ministre intérimaire Gérard Latortue et le président provisoire Boniface Alexandre.




**ERW FINANCIAL GROUP**

Licensed Mortgage Brokers and Lenders



Eske ou janm mande tèt ou
Eske mwen ta kapab viv sa yo rele Rèv Amerikin-an?
Kite ERW Financial ede ou fè rèv sa-a vin-n on reyalite.

ESTIMASYON GRATIS AK REKLAM SA-A!
( yap ba ou kredi lè ou fè closing la)

Yap prete ou kòb menm si ou gen move kredi oswa ou san kredi.

Ou pa bezwen peye pou fè aplikasyon!

Nou pap verifye salè-ou oswa sa ou posede!

Nou ofri pi bon interè ak anpil lòt chwa!

Nou afilye ak pi bon institisyon ki prete lajan!

Washington Mutual, Bank of America, Countrywide,
Wells Fargo
Ak anpil lòt ankò

**Rele nou jody-a e ouap gen kay ou demin!**
**305 865-6588**
**305 865- 6510**

**www.erwfinancial.com**

**UNION PLANTERS BUILDING**
**3550 Biscayne Blvd Suite # 407**
**Miami, Florida 33137**

**"AVI ELEKSYON ESPESYAL MINISIPAL**
**NAN VIL MIAMI, FLORID**
**KAP FÈT**
**MADI, 8 MAS, 2005**

Ap gen yon eleksyon espesyal Madi, 8 Mas, 2005 de 7:00 è di maten jiska 7:00 è diswa, nan Vil Miami Florid la nan tout biwo de vòt nan plizye zòn eleksyon deziye pa Asanble Komisyonè Konte Miami Dade, Florid la jan li make anba a, amwens ke lalwa ta entèdil, pou soumèt ba tout votè kalifye yo nan Vil Miami Florid la keksyon sou sondaj sila a ke yap rele Keksyon Sondaj No 1:

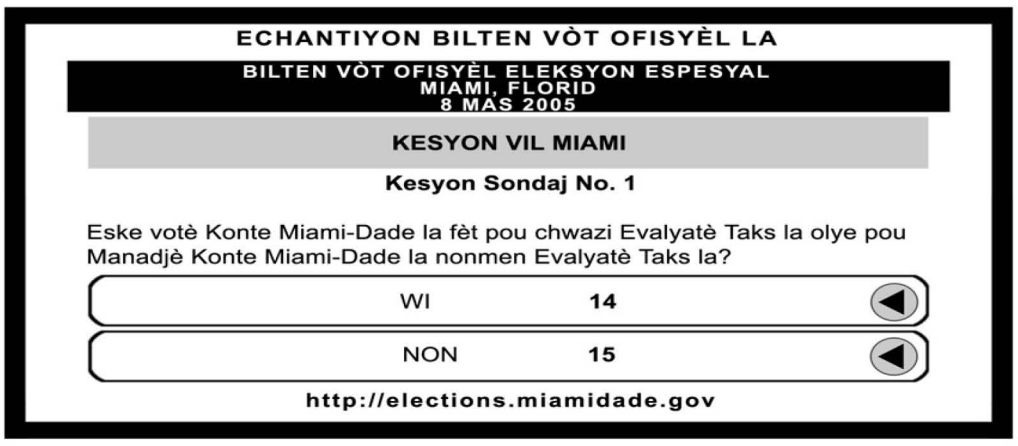
"Eske votè Konte Miami-Dade yo fèt pou chwazi Evalyatè Taks la olye pou Manadjè Konte Miami-Dade la nonme Evalyatè Taks la?"

Keksyon Sondaj No. 1 sa a mande tout votè Vil Miami a si tout vote Konte Miami-Dade la ta fèt pou chwazi yon Evalyatè Taks olye pou Manadjè Konte Miami-Dade la nonmen Evalyatè Taks la.

Daprè Komisyon Vil Miami, Florid

Priscilla A. Thompson
GREFYE VIL LA

(#14946)




# Men ki kote moun a ka al vote nan eleksyon espesyal kap gen pou fèt jou ki va 5 MAS 2005 nan MIYAMI

| *PCT.* | *LOKASYON* | *Adrès* |
|---|---|---|
| *501* | LITTLE RIVER ELEMENTARY SCHOOL | 514 NW 77 ST |
| *502* | DELIVERANCE TABERNACLE CHR NAZARENE | 7610 BISCAYNE BD |
| *503* | H U D - SEWING ROOM | 1407 NW 7 ST |
| *504* | HARVEY W SEEDS AMERICAN LEGION #29 | 6445 NE 7 AVE |
| *505* | ATHALIE RANGE PARK | 525 NW 62 ST |
| *506* | ATHALIE RANGE PARK | 525 NW 62 ST |
| *507* | THENA CROWDER ELEMENTARY SCHOOL | 757 NW 66 ST |
| *508* | NEW MT MORIAH BAPTIST CHURCH | 6700 NW 14 AVE |
| *509* | GRAPELAND HEIGHTS PARK | 1550 NW 37 AVE |
| *510* | WESLEY UNITED METHODIST CHURCH | 133 PONCE DE LEON BD |
| *511* | JORDAN GROVE MISSIONARY BAPT CHURCH | 5946 NW 12 AVE |
| *512* | ST PAUL INSTITUTIONAL AME CHURCH | 1892 NW 51 TR |
| *513* | BELAFONTE TACOLCY CENTER | 6161 NW 9 AVE |
| *514* | EDISON SENIOR PLAZA | 200 NW 55 ST |
| *515* | TOUSSAINT LOUVERTURE ELEMENTARY | 120 NE 59 ST |
| *516* | MORNINGSIDE PARK | 750 NE 55 TR |
| *517* | HAITIAN BAPT CHURCH OF LIVING GOD | 5700 NE 4 CT |
| *518* | CHURCH OF GOD OF PROPHECY #1 | 4528 NW 1 AVE |
| *519* | SHADOWLAWN ELEMENTARY SCHOOL | 149 NW 49 ST |
| *520* | CARRIE P MEEK CULTURAL ART CENTER | 1300 NW 50 ST |
| *521* | NEW PROVIDENCE MISSIONARY BAPT. CHR | 760 NW 53 ST |
| *522* | MOORE PARK | 765 NW 36 ST |
| *523* | EBENEZER UNITED METHODIST CHURCH | 2001 NW 35 ST |
| *524* | SIMPSON PARK - RECREATION BUILDING | 55 SW 17 RD |
| *525* | JUAN P DUARTE PARK | 1776 NW 28 ST |
| *526* | CURTIS PARK COMMUNITY HOUSE | 1901 NW 24 AVE |
| *527* | JUAN P DUARTE PARK | 1776 NW 28 ST |
| *528* | MALCOLM ROSS SENIOR CENTER | 2800 NW 18 AVE |
| *529* | CORPUS CHRISTI CATHOLIC CHURCH | 3220 NW 7 AVE |
| *530* | COMSTOCK ELEMENTARY SCHOOL | 2420 NW 18 AVE |
| *531* | CLAUDE PEPPER COMMUNITY CENTER II | 760 NW 18 TR |
| *532* | CHRIST THE EPISCOPAL CHURCH | 3481 HIBISCUS ST |
| *533* | CULMER NEIGHBORHOOD SERVICE CENTER | 1600 NW 3 AVE |
| *534* | MIAMI FIRE STATION #2 | 1901 NORTH MIAMI AVE |
| *535* | DUNBAR ELEMENTARY SCHOOL | 505 NW 20 ST |
| *536* | PHYLLIS WHEATLEY ELEMENTARY SCHOOL | 1801 NW 1 PL |
| *537* | EUGENIO MARIA DE HOSTOS CTR | 2902 NW 2 AVE |
| *538* | UNITY ON THE BAY | 411 NE 21 ST |
| *539* | MIAMI FIRE STATION #2 | 1901 NORTH MIAMI AVE |
| *540* | DOUGLAS PARK COMMUNITY HOUSE | 2755 SW 37 AVE |
| *541* | SHERATON BISCAYNE BAY HOTEL | 495 BRICKELL AVE |
| *542* | JACK ORR SENIOR CENTER | 550 NW 5 ST |
| *543* | ORANGE BOWL STADIUM - GATE 14 | 1501 NW 3 ST |
| *544* | TRINITY CATHEDRAL HALL | 464 NE 16 ST |
| *545* | POLISH AMERICAN CLUB OF MIAMI, INC. | 1250 NW 22 AVE |

| | | |
|---|---|---|
| *546* | MARRIOTT RESIDENCE INN | 2835 TIGERTAIL AVE |
| *547* | MIAMI FIRE STATION #7 | 314 BEACOM BD |
| *548* | ST MICHAEL'S CHURCH | 2987 WEST FLAGLER ST |
| *549* | KENSINGTON PARK ELEMENTARY SCHOOL | 711 NW 30 AVE |
| *550* | MIAMI FIRE FIGHTER BENEVOLENT ASSOC | 2980 NW S RIVER DR |
| *551* | STEPHEN P CLARK COMMUNITY CTR | 1650 NW 37 AVE |
| *552* | ARMANDO BADIA SENIOR CENTER | 25 TAMIAMI BLVD |
| *553* | ROBERT KING HIGH COMMUNITY HOUSE | 7025 WEST FLAGLER ST |
| *554* | MIAMI FIRE STATION #11 | 5920 W FLAGLER ST |
| *555* | WEST END PARK COMMUNITY HOUSE | 250 SW 60 AVE |
| *556* | RESIDENTIAL PLAZA | 5617 NW 7 ST |
| *557* | IGLESIA CRISTIANA REF EL BUEN SAM | 4585 WEST FLAGLER ST |
| *558* | KINLOCH PARK COMMUNITY HOUSE | 455 NW 47 AVE |
| *559* | EBENEZER FREEWILL BAPTIST CHURCH | 4111 SW 4 ST |
| *560* | KINLOCH PARK MIDDLE SCHOOL | 4340 NW 3 ST |
| *561* | IGLESIA BAUTISTA RESURRECCION | 2323 SW 27 AVE |
| *562* | ST MICHAEL'S CHURCH | 2987 W FLAGLER ST |
| *563* | LITTLE HAVANA HOUSING PROJECT #1 | 1759 SW 5 ST |
| *564* | ORANGE BOWL STADIUM - GATE 12B | 1501 NW 3 ST |
| *565* | RIVERSIDE ELEMENTARY SCHOOL | 1190 SW 2 ST |
| *566* | HOPE CENTER | 666 SW 5 ST |
| *567* | MIAMI FIRE STATION #4 | 1105 SW 2 AVE |
| *568* | SIMPSON PARK - RECREATION BUILDING | 55 SW 17 RD |
| *569* | JOSE MARTI PARK | 351 SW 4 ST |
| *570* | CORAL WAY ELEMENTARY SCHOOL | 1950 SW 13 AVE |
| *571* | EL CORDERO PRESBYTERIAN CHURCH | 2091 SW 14 AVE |
| *572* | SHENANDOAH ELEMENTARY SCHOOL | 1023 SW 21 AVE |
| *573* | SHENANDOAH PARK COMMUNITY HOUSE | 1800 SW 21 AVE |
| *574* | CENTRO CRISTANO CASABLANCA | 2190 SW 8 ST |
| *575* | SMATHERS SENIOR CENTER | 1040 SW 29 CT |
| *576* | CORAL GATE PARK COMMUNITY CENTER | 1415 SW 32 AVE |
| *577* | DOUGLAS PARK COMMUNITY HOUSE | 2755 SW 37 AVE |
| *578* | IGLESIA BAUTISTA RESURRECCION | 2323 SW 27 AVE |
| *579* | SILVER BLUFF ELEMENTARY SCHOOL | 2609 SW 25 AVE |
| *580* | LITTLE RIVER ELEMENTARY SCHOOL | 514 NW 77 ST |
| *581* | MUSEUM OF SCIENCE | 3280 S MIAMI AVE |
| *582* | MUSEUM OF SCIENCE | 3280 S MIAMI AVE |
| *583* | MIAMI FIRE STATION #8 | 2975 OAK AVE |
| *584* | FRANKIE S ROLLE SERVICE CENTER | 3750 SOUTH DIXIE HIGHWAY |
| *585* | ESTHER M ARMBRISTER PARK | 236 GRAND AVE |
| *586* | MIAMI DADE WATER & SEWER AUTHORITY | 3575 S LEJEUNE RD |
| *587* | PLYMOUTH CONGREGATIONAL CHURCH | 3400 DEVON RD |
| *588* | MALCOLM ROSS SENIOR CENTER | 2800 NW 18 AVE |
| *589* | CURTIS PARK COMMUNITY HOUSE | 1901 NW 24 AVE |
| *590* | DELIVERANCE TABERNACLE CHR NAZARENE | 7610 BISCAYNE BD |
| *591* | ALLAPATTAH BRANCH LIBRARY | 1799 NW 35 ST |
| *592* | HARVEY W SEEDS AMERICAN LEGION #29 | 6445 NE 7 AVE |
| *593* | CITRUS GROVE MIDDLE SCHOOL | 2153 NW 3 ST |
| *594* | EL CORDERO PRESBYTERIAN CHURCH | 2091 SW 14 AVE |
| *595* | UNITY ON THE BAY | 411 NE 21 ST |
| *596* | ST PAUL INSTITUTIONAL AME CHURCH | 1892 NW 51 TR |
| *597* | MOORE PARK | 765 NW 36 ST |
| *598* | ALLAPATTAH BRANCH LIBRARY | 1799 NW 35 ST |
| *599* | EUGENIO MARIA DE HOSTOS CTR | 2902 NW 2 AVE |
| *972* | KINLOCH PARK MIDDLE SCHOOL | 4340 NW 3 ST |
| *973* | MUSEUM OF SCIENCE | 3280 S MIAMI AVE |
| *974* | KINLOCH PARK COMMUNITY HOUSE | 455 NW 47 AVE |
| *975* | CLAUDE PEPPER COMMUNITY CENTER #11 | 760 NW 18 TR |
| *976* | EBENEZER UNITED METHODIST CHURCH | 2001 NW 35 ST |
| *977* | TOUSSAINT LOUVERTURE ELEMENTARY | 120 NE 59 ST |
| *978* | MORNINGSIDE ELEMENTARY SCHOOL | 6620 NE 5 AVE |
| *979* | NEW MT MORIAH BAPTIST CHURCH | 6700 NW 14 AVE |
| *980* | COMSTOCK ELEMENTARY SCHOOL | 2420 NW 18 AVE |
| *981* | ALLAPATTAH NEIGHBORHOOD SERVICE CTR | 1897 NW 20 ST |
| *982* | ALLAPATTAH NEIGHBORHOOD SERVICE CTR | 1897 NW 20 ST |
| *983* | TRINITY CATHEDRAL HALL | 464 NE 16 ST |
| *984* | SHERATON BISCAYNE BAY HOTEL | 495 BRICKELL AVE |
| *985* | JACK ORR SENIOR CENTER | 550 NW 5 ST |
| *986* | CURTIS PARK COMMUNITY HOUSE | 1901 NW 24 AVE |
| *987* | CURTIS PARK COMMUNITY HOUSE | 1901 NW 24 AVE |
| *988* | CITRUS GROVE MIDDLE SCHOOL | 2153 NW 3 ST |
| *989* | ORANGE BOWL STADIUM-GATE 14 | 1501 NW 3 ST |
| *990* | H U D - SEWING ROOM | 1407 NW 7 ST |
| *991* | BAUTISTA RENOVACION CRISTIANA | 50 NW 51 PL |
| *992* | BAUTISTA RENOVACION CRISTIANA | 50 NW 51 PL |
| *993* | IGLESIA CRISTIANA REF EL BUEN SAM | 4585 WEST FLAGLER ST |
| *994* | EBENEZER FREEWILL BAPTIST CHURCH | 4111 SW 4 ST |
| *995* | JOSE MARTI PARK | 351 SW 4 ST |
| *996* | MIAMI FIRE STATION #4 | 1105 SW 2 AVE |
| *997* | POLISH AMERICAN CLUB OF MIAMI, INC. | 1250 NW 22 AVE |
| *998* | MUSEUM OF SCIENCE | 3280 S MIAMI AVE |
| *999* | MORNINGSIDE PARK | 750 NE 55 TR |

# DROITS DE L'HOMME

## La situation pire que sous Aristide, conclut un rapport présenté à Ottawa

(lire Page 16)

### 29 FEVRIER : UN AN APRES !

# L'anniversaire du départ d'Aristide marqué par des violences

PORT-AU-PRINCE, 28 Février - Au moins deux personnes ont été tuées par balles lundi à Port-au-Prince lors de la dispersion par la police d'une manifestation de partisans de l'ex-président haïtien Jean Bertrand Aristide, réclamant son retour un an après son départ précipité d'Haïti.

**Un blessé emporté par des manifestants** AFP

Ce bilan de deux morts a été donné par des radios, certains manifestants allant jusqu'à parler de quatre morts et d'une dizaine de blessés.

La police pour sa part n'a fait état que d'un mort et d'un blessé.

La manifestation à laquelle participaient plusieurs centaines de personnes - plusieurs milliers, selon des participants - s'est produite dans le quartier du Bel-Air, bastion des partisans de l'ancien pr ésident, habité par une population très pauvre. Les manifestants dont un prêtre, Gérard Jean Juste, proche d'Aristide, ont réclamé le retour à Port-au-Prince de l'ex-président. "Nous voulons le retour d'Aristide", criaient des manifestants.

Lorsque la police a voulu disperser la manifestation, elle a utilisé des gaz lacrymogènes et a tiré à balles réelles, selon des manifestants. "La police a ouvert le feu sur une marche pacifique en présence des Casques bleus de la Minustah", a dénoncé un manifestant.

La Minustah (Mission de stabilisation de l'Onu en Haïti) compte 6.000 militaires et quelque 1.400 policiers civils.

A l'occasion du premier anniversaire de la chute de l'ex-président, des tirs ont été entendus dans plusieurs quartiers de la capitale haïtienne. Dans la crainte d'incidents, l'activité commerciale à Port-au-Prince a tourné au ralenti lundi. La plupart des écoles sont restées fermées.

La police haïtienne et des unités de Casques bleus de l'Onu étaient visibles dans plusieurs quartiers. "Il y a moins de gens que d'habitude", relevait un Casque bleu du Bénin.

Après la manifestation, le quartier du Bel-Air a continué d'être animé, a constaté un journaliste de l'AFP. Une cinquantaine de jeunes partisans d'Aristide - appelés "chimères" et en général armés - discute à un angle de rue entre deux tas d'ordures entourés de mouches.

"J'ai vu un seul mort, mais il y a eu plusieurs. La police a tiré la première et nous avons été la cible de gaz lacrymogènes", raconte un jeune.

"Avec Aristide, le pays fonctionnait mieux et il y avait plus d'argent", indique Fito Jean, un vendeur de sandales de 33 ans, assis près d'une mare d'eaux usées qui déborde régulièrement dans les rues du quartier.

Un peu plus loin, un véhicule blindé blanc des Nations unies monte la garde. Ses militaires ne sont pas intervenus dans la manifestation. "Il y a eu deux tirs et plus tard cinq nouveaux tirs pour empêcher la police de venir prendre les corps", raconte Weimin Shao, un Casque bleu chinois, parlant de 400 à 500 manifestants.

Sous la menace d'une insurrection armée et la pression des Etats-Unis, de la France et du Canada, Jean Bertrand Aristide a démissionné le 29 février 2004 et quitté Haïti dans un avion affrété par les Américains. Il vit aujourd'hui en exil en Afrique du Sud. Haïti est géré depuis par un gouvernement de transition, dirigé par le Premier ministre Gérard Latortue.

"Chaque jour il y a des morts, rien ne marche. C'est la même chose. Ce sont des dirigeants criminels, voleurs, assassins. On n'a pas à manger, à boire. La Minustah n'identifie les chimères", dénonce Michel Juste, 63 ans.

**(voir Manifestation / 16)**

# De Grande Anse au Grand Sud ...

(*Grand Sud* ... suite de la 1ère page)

Devoir à refaire!

Mais soudain au détour de Miragoâne, un autre pays. Une aquarelle. Entre le vert même léger de la montagne et la mer turquoise, l'Etang de Miragoâne paresse impudiquement. Toute cette richesse qui se gaspille. Alors que le pays est menacé sous peu de devoir importer également de l'eau.

**Le Pont sur la rivière Gande Anse contruit sous la présidence Estimé (1946)** photo Haïti en Marche

Le même panorama continue de défiler, bon an mal an. Tantôt rallumant un brin d'espoir; tantôt réduit à quelque infime verger rabougri perdu dans un paysage lunaire rongé jusqu'aux os.

### Plages naturelles à la chaîne ...

Même la beauté des plages naturelles à la chaîne qui ne semble plus la même ...

Puis, changement total de décor, comme si on prenait une courbe à 180 degrés.

On entre dans le département des Nippes. Tout le monde se précipite aux hublots. Vue imprenable sur la baie des Baradères adossée aux massifs de verdure, pays du café. Même les pales de l'hélicoptère qui semblent ronronner un air joyeux.

Plus on avance, plus le plaisir augmente.

Les îles Cayemittes, on ne les pensait pas aussi grandes.

Une nouvelle succession de plages cette fois d'une blancheur parfaite et aussi larges que plusieurs grands boulevards.

Et voici le clou du spectacle. L'embouchure de la Grande Anse ... Rien que pour cette apparition, Jérémie mérite son appellation de cité des poètes.

De l'autre côté, la ville dont Dany Laferrière a écrit trop vite qu'elle est la seule au monde où l'on pénètre par le cul. Depuis, Jérémie est sortie de la malédiction à laquelle l'avait condamnée la terreur papadoquienne. Aujourd'hui la plupart de ses vieilles maisons historiques ont été retapées, et une grande quantité de nouveaux bâtiments publics et privés s'y élèvent.

Les places sont fleuries, dont la Place Dumas (le père du grand écrivain est un natif de Jérémie), frappée également d'un monument à Goman, révolutionnaire défendant la cause paysanne au lendemain de l'indépendance de 1804.

Toutes les rues de Jérémie sont à première vue asphaltées (adoquinées), du centre commercial aux quartiers populaires (Sainte Hélène, pas trace d'immondices nulle part) et au fur et à mesure qu'on grimpe, Caracoli et ses résidences de classe moyenne aux couleurs plus pimpantes, puis tout en haut, dans un bain de fraicheur, Laborde, où la majorité des anciennes résidences de l'élite jérémienne sont encore à l'abandon. Pas pour longtemps, croient certains, si un mouvement touristique venait à se dessiner ...

### Isolement total ...

Par contre, tout le monde se plaint de l'indifférence dans laquelle Jérémie continue à être tenue par le gouvernement central, la "République de Port-au-Prince" ...

Cela se traduit par une carence quasi totale au niveau des infrastrucures de base. Alors que c'est l'une des régions les plus riches en ressources aquifères, on manque cruellement d'eau potable.

L'électricité a disparu depuis plusieurs mois, pour absence de carburant. En temps normal, les Jérémiens reçoivent du courant de 6 h pm à minuit. On nous explique que les distributeurs de Jérémie ne faisant pas partie de l'ANADIP (association des distributeurs locaux de produits pétroliers), donc c'est la partie du pays la plus mal servie.

La Teleco (compagnie nationale de téléphone) n'existe que de nom, tandis que les firmes de téléphonie sans fil (Comcel, Haitel) qui s'étendent pourtant à tout le pays, n'ont pas encore touché la capitale de la Grande Anse.

On ne saurait donc trop parler d'isolement total. Si ce n'est les vols quotidiens de deux compagnies aériennes locales. Mais à des tarifs qui dépassent les possibilités du citoyen ordinaire.

**Une prière dite avant la rencontre d'informations à l'Ecole des Infirmières** photo HenM

Aussi la deuxième priorité exposée à l'illustre invité, le chef de la mission internationale en Haïti, Juan Gabriel Valdès, c'est l'achèment de la route Cayes-Jérémie commencée sous la présidence de René Préval (1996-2001) et dont les travaux se sont depuis arrêtés.

### Capable d'auto-suffisance ...

Mais la priorité numéro 1, c'est la reconstruction du warf de Jérémie. Dès son arrivée samedi, M. Valdès y a été conduit pour prendre connaissance de l'importance vitale d'un instrument stratégique pour le désenclavement de l'un des principaux greniers du pays et l'une de ses très rares régions encore capables d'auto-suffisance.

Justement, lors de la grande réunion à l'Ecole des Infirmières qui s'est tenue peu après, il était significatif de constater que l'on n'a point parlé d'assistance comme c'est toujours le cas à Port-au-Prince dans toutes les rencontres avec des officiels internationaux, mais le thème principal était l'entreprenariat.

**(voirGrand Sud / 11)**

# Une tournée de Valdès rallume l'espoir

(*Grand Sud* ... suite de la page 10)

Que ce soit dans les présentations des présidents de chambre de commerce et d'industrie de Jérémie (Jean Ernst St Pierre) ou des Cayes (Pierre Léger) ...

Ou dans les exposés des leaders d'associations paysannes (projet de développement du littoral de Dame Marie qui a été dévasté l'année dernière par l'ouragan Ivan).

**La Grande Anse féerique** ... photo HenM

Mais une autre originalité de cette visite a été la rencontre avec ce qu'on appelle aujourd'hui "le Grand Sud." Il s'agit d'une fédération au niveau des associations de la société civile (commerciales, industrielles, paysannes et professionnelles) pour promouvoir les intérêts des 4 départements géographiques constituant la presqu'ile du Sud: le Sud, la Grande Anse, le Sud-est et les Nippes, avec pour chefs lieux respectifs les Cayes, Jérémie, Jacmel et Miragoâne.

### Objecifs du Grand Sud ...

Ce nouveau "marché commun" a été tenu sur les fonts baptismaux il y a quelques semaines aux Cayes. Le très actif Pierre Léger (promoteur du Port Saint Louis) tient à rectifier qu'il est le président de la chambre de commerce et d'industrie du Grand Sud (et non du Sud).

L'objectif est d'obtenir une application effective de la décentralisation, comme le stipule la constitution en vigueur.

En mettant en commun leurs institutions (et indirectement aussi leurs ressources), les départements constitutifs du Grand Sud visent à pouvoir mieux s'imposer au centralisme traditionnel de la capitale, à la "République de Port-au-Prince."

Aussi l'envoyé spécial de l'ONU a-t-il soulevé un tonnerre d'applaudissements lorsqu'il a déclaré à son tour que la clé d'un développement intégré et participatif se trouve dans la force du "pouvoir local."

**Valdès fait un bilan de la visite pour les journalistes, dont ceux d'Haïti en Marche**

Le Grand Sud insiste qu'il ne demande pas l'aumône, mais que l'Etat accomplisse ses devoirs en lui fournissant les infrastructures (routes, ports et aéroports, eau, électricité, téléphone, hôpitaux, écoles etc) auxquels il a droit comme l'une des régions contribuant le plus au trésor public (pays du café, du cacao et qui réunit aussi toutes les ressources de l'éco-tourisme).

Tandis qu'à l'international, on demande avant tout son expertise technique plus que son argent.

Au moment de dresser le bilan de la journée, M. Valdès aurait pu dire tout simplement: "Je suis venu, j'ai vu, j'ai compris."

Haïti en Marche, Jérémie, 26 Février 2005

# Pages Retrouvées de Roger Gaillard
# LE SYSTEME DES "DE MOITIE" – FEODALISME A L'HAITIENNE

Dans une série de cinq articles publiés dans le Nouvelliste entre le 4 et le 13 Décembre 1992, sous le titre **Préjugés de classe au Cap Haïtien**, Roger Gaillard consacre un passage à ce qu'il appelle **Une aristocratie déclinante**, puis reproduit, en note deux petits textes consacrés au système des "de moitié". [1]

Etant donné, si l'on en croit Gérard Pierre Charles, que ce système caractérise la société féodale qui a pris naissance au sortir des guerres de l'Indépendance, nous avons cru bon de reprendre les passages en question.

Ce dernier (*il s'agit de Vilbrun Guillaume Sam, Président de la République, dont le lynchage servit d'ultime prétexte au débarquement des "marines" le 28 Juillet 1915*), à l'exemple des Béliard, des Nord Alexis, des Mathon et Pierre-Louis, des Dupuy, des Florvil Hyppolite, était un grand propriétaire foncier, un de ces feudataires à la tête de cent à trois cents carreaux de terre. Ainsi Vilbrun dominait Paroi (sur la route de Limonade); les Béliard étaient installés sur l'habitation Bonay (entre Quartier Morin et le Cap); les Nord Alexis régnaient sur leur domaine de Mazaire (dans la commune de Quartier Morin); les Mathon et les Pierre-Louis commandaient la plantation Gallifet (dans lacommune de Milot); tandis que les Hyppolite gouvernaient l'exploitation Bongars, passée depuis à notre contemporain, M. Carlet Auguste.

Ces gros possédants, ces "dons", cultivant essentiellement la canne, dont ils extrayaient sirop et tafia, régentaient par ailleurs, deux espèces de travailleurs:

- les de "moitié", qui, sur le carreau ou les deux carreaux dont le maître leur accordait libre jouissance, plantaient des vivres alimentaires, quitte à lui remettre, en guise de rente, une partie (souvent les 2/5) de la récolte; en outre, tous les lundis, ils s'activaient dans les champs de leur seigneur et maître, les préparant, nettoyant la canne, la coupant, tout cela (faut-il le préciser?) sans paiement en retour…

- la deuxième catégorie de cultivateurs était, elle, composée de paysans salariés (ouvriers agricoles), lesquels s'occupaient plus spécialement du moulin et de la guidive. Ils étaient sans terre, comme la plus grande partie des naturels de la région Nord. Un cinquième du sirop fabriqué avec la machine du maître, couvrait ce qui était appelé les "frais généraux", tandis que les quatre cinquièmes restants étaient partagés en deux moitiés, l'une qui revenait sans débours au propriétaire, l'autre qui lui était généralement vendue. Ces travailleurs se satisfaisaient, pense-t-on, de cette condition, puisque en cas de dépenses inattendues (maladies, funérailles) ils étaient sûrs de recevoir l'avance indispensable.

*Ainsi le "don" était le maître, l'employeur, l'acheteur et le créancier. Il était vu (ou se croyait vu) comme le père.*

### Une défense du système dit des "de moitié"

"Au lendemain de 1804, il fallait organiser le nouvel Etat. A l'époque coloniale, l'agriculture était le secteur économique le plus florissant. La canne à sucre était la richesse créée et l'importation la plus importante de la colonie. Celle-ci répondait avantageusement au système d'exploitation forcée de l'époque, avec l'esclavage. La main-d'oeuvre ne rentrait pas encore dans la liste des marchandises qu'on achetait, avec la conception dominante d'alors d'assimiler une catégorie humaine à un animal que le propriétaire entretenait avec le boire et le manger, afin de jouir et de bénéficier purement et simplement de sa force de travail."

"La Nation haïtienne fondée, ainsi que l'Etat haïtien, il fallait susbsituer à l'ancien système de

**(voir De Moitié / 12)**

# LE SYSTÈME DES "DE MOITIÉ" – FÉODALISME A L'HAÏTIENNE

(*De Moitié* ... suite de la page 11)

production, un autre qui n'assimilerait pas l'ouvrier agricole à un produit qui s'achetait et se vendait comme autrefois. Or, les grands propriétaires de l'époque étaient en partie, ou presque tous, d'anciens généraux de la guerre de l'indépendance, ou encore des membres de l'élite dirigeante du jeune Etat haïtien. Conscients du role économique et social de la propriété rurale, hier couverte de plantations de toutes sortes, les dirigeants comprirent que les colons d'hier devaient être remplacés par une élite militaire et civile pour maintenir la production à un rythme devant assurer l'autosuffisance et une certaine croissance à l'économie. Les dirigeants de l'heure comprirent que le droit de propriété comporte des devoirs et des obligations envers d'autres. Rejetant l'esclavage pour servir de moteur à la production, ils pensèrent au système de "de moitié."

"Quel en est le vrai sens? C'est celui de porter le grand propriétaire terrien de l'époque, à lotir la grande superficie de sa propriété en de petites portions, correspondant en quelque sorte à la force de travail d'un homme, afin qu'il suffise à ses besoins, tout en partageant avec le grand propriétaire terrien, la moitié de la production de cette partie qu'il cultive. Ces obligations n'étaient scellées par aucun contrat écrit, mais par la simple parole d'honneur des deux parties."

"Ceci met en relief la valeur réelle et intrinsèque de l'homme de l'époque. L'institution des "de moitié" ressemblait donc à une sorte de coopérative, de société anonyme avant la lettre, jouant un rôle, en quelque façon, de trait d'union entre les deux extrèmes de la nouvelle société haïtienne: l'élite urbaine et la paysannerie rurale. Ce système, à bien réfléchir, répondait aux impératifs urgents du moment. Comme je l'ai souligné précédemment, la propriété rurale s'accompagne d'obligations impérieuses de production, qu'on ne pouvait demander à tout un chacun, nuvellement libéré, de comprendre et d'assimiler, sans qu'il soit entouré par un autre mieux préparé que lui."

"Le grand propriétaire terrien était l'homme le plus qualifié pour remplir ce rôle. Le travailleur "de moitié", par certaines directives qu'il recevait du grand propriétaire, peut être considéré, sur ce plan, comme un adulte à qui on inculquait certaines pratiques agricoles. Suivant la nature du sol, il y cultivait des produits qui répondaient aux besoins du marché local, ou à l'exportation, et même aux deux à la fois."

"Cette rencontre des "de moitié", le Lundi, dans la savane de la grande propriété, était précédée d'une espèce de meeting que donnait le grand propriétaire. L'entretien public roulait sur l'agriculture et même la corvée, espèce de coopérative paysanne, pour l'entretien des "chemins vicinaux" et le curage de certains cours d'eau."

"Mais cet esprit de solidarité et de coopération se voyait surtout dans les "coumbites", que je qualifierais de coopérative avant la lettre, toute de spontanéité pour enfouir les semences d'une grande plantation, puis la récolter demain."

"Il y régnait une animation, une joie, un je ne sais quoi de profondément humain, de cet homme qui naît bon, comme dit l'autre, et que le villain quelque fois de la société change. Je n'ai jamais vu ailleurs ce sourire, ni l'expression de physionomie de ce visage heureux de l'homme pauvre, dans les chants accompagnés du son du "lambi", et qui nous porte tous à mieux comprendre ce qu'a été le système de "de moitié" au lendemain de l'indépendance, et qui a été par la suite déformé."

"Du fait que tout était militarisé à l'époque, le commandant de la place était d'abord un "commandant de place à vivres", chargé de contrôler ces places à vivres précisément, sur les gandes habitations, pour voir si la culture obligatoire de vivres alimentaires répondait aux besoins de l'autosuffisance exigée de tous ceux qui, à un titre quelconque, occupait une superficie quelconque à la campagne… Voilà, à l'origine, ce qu'était son rôle."

(Ce texte a été communiqué à l'auteur par le Professeur Carlet Auguste, après la lecture d'une partie de son manuscrit.)

***Réquisiotire d'un grand propriétaire contre le système des "de moitié"***

"Je ne veux pas en dire systématiquement du mal, vu que 1. en certaines circonstances, il a pu rendre des services réels aux propriétaires sans capitaux ou sans autorité; 2. qu'il a dû servir d'appât à un peuple déjà si enclin à l'oisiveté." […]

"Mais [il] est une des plaies de l'agriculture haïtienne."

"Sans doute, il est juste que celui qui travaille, perçoive le prix de sa peine. Mais il ne s'ensuit pas qu'il doive tout prendre ou à peu près; car c'est assurément prendre beaucoup plus qu'il ne convient, que de prélever la moitié du revenu d'un capital qui n'est pas à soi. En quel pays a-t-on vu pareil partage? […] Si encore le partage se faisait selon l'équité des lois, mais le propriétaire […] est trompé par son "de moitié". […] Enfin, de guerre lasse, le propriétaire se contente de ce qu'on lui apporte."

*En outre, le cultivateur "sait que, du jour au lendemain, il peut être chassé de l'habitation qu'il occupe; il ne travaille donc plus, ou le moins que possible. Et alors les récoltes diminuent d'année en année; l'agriculture nationale périclite et le pays s'appauvrit."*

Certes, on peut améliorer le système, par une plus grande vigilance, conclut notre grand propriétaire, "mais à cause de la part excessive qu'il accorde au paysan, il ne saurait convenir aux grands capitaux toujours en quête de rendements."

(Le Matin, 31 Janvier 1917. Article signé de Frédérick Morin, et qui est reproduit de la "Revue commerciale")

**(Footnotes)**

[1] Roger Gaillard, Préjugés de classe au Cap Haïtien, II. La réaction, Le Nouvelliste, Lundi 7 et Mardi 8 Décembre 1992

## NOTRE HAITI

# Jacmel: quelques suggestions ...

**Par Gesler Jean-Gilles**

Montréal le 20 février 2005

Si l'on se fie aux clameurs de plus en plus persistantes qui nous parviennent du département du Sud-est et particulièrement de la ville de Jacmel, on serait porté à croire que le pays ne va pas aussi mal et qu'il y a même lieu d'espérer une normalisation de la vie économique et culturelle que les Haïtiens appellent de leurs voeux avec insistance.

En effet, depuis quelques temps, il se déroule

(**voir Jacmel / 14**)

Plis lajan nan men IRS pou w ak fanmi w

**Chèche konnen si w menm ak fanmi w kalifye pou jwenn lajan nan men IRS pou kredi taks pou timoun yo ki rele "Earned Income Tax and Child Tax Credits".**

**Kiyès ki elijib?**

- Moun kap travay ki touche mwens ke $30,338 epi ki genyen yon timoun ki kalifye kapab resevwa jiska $2,604*
- Moun kap travay ki touche mwens ke $34,458 epi ki genyen de ou plis ti moun kapab resevwa jiska $4,300*
- Moun san ti moun ki touche mwens ke $11,490 epi ki gen laj ant 25 an a 64 an kapab resevwa jiska $390*

Konte Miami-Dade ofri **èd nan ranpli taks GRATIS** pou rezidan ki genyen ti revni ekonomik oswa revni mwayen (ki pa touche anpil kòb). Nou kapab anmenm tan tou ede aplike pou pwogram kredi sou taks revni sa-a ak kredi taks ti moun yo ki rele "Earned Income Tax and Child Tax Credits". Pou jwenn lis ak adrès kote ki gen biwo kap ranpli taks gratis, tanpri rele **305-468-5450** oswa vizite **www.miamidade.gov**

**Montan lajan kredi taks la varye dapre kantite lajan yon moun fè nan yon fanmi ak kantite ti moun ki gen nan yon fanmi*

MIAMI-DADE COUNTY

*Delivering Excellence Every Day*

**Le Plaza Hôtel**

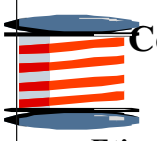
**Téléphone**
(509) 224-9305
(509) 224-9307
(509) 224-9308
(509) 224-9309
(509) 225-9310
(509) 510-4594
(509) 510-4595
(509) 510-0560

**Fax**
509 223-9282

**e-mail**
hiplaza@hotmail.com
hiplaza@acn2.net

**website**
www.leplazahaiti.com

**Adresse**
10, Rue Capois
Champs de Mars
Port-au-Prince, Haïti
P.O. Box 1429



**Coiffeur**

**Etiquette Unisex**
Barber & Beauty Salon
Jean Wood Julien
propriétaire
15455 West Dixie Highway
Suite N & O
N Miami Beach, Fl 33162
Tél.: 305 940 9070

**Charlemagne**
**Le Coiffeur**
103 S.E. 2nd Street
Delray Beach
Tél.: 243-1039
Beeper: 524-0086

**Médecins**

**Miami**

**Dr Hénock Joseph**
Obstétrique, Gynécologie
Accouchement
Opération pour fibrome
Family Planing
Ligature des trompes
Circoncision
Curetage
Tous les tests de l'immigration
Toutes assurances acceptées
Carte Medicaid pour femmes enceintes
5650 N.E. 2nd Avenue
Vertières Shopping Center
Miami, Florida
301 751 6081

**Port-au-Prince**
**Dr Camille Figaro**
Sony
Gynécologue
Obstétrique
Chemin des Dalles # 234
Tél.: 509 245-6489
245-8930

**Le Look**

**Pétion-Ville**
Rue Panaméricaine # 14
Tél.: 513-8079
257-8374
Grande variété de Lunettes
Excellents Prix
Examen gratuit
avec achat de lunettes
Spécialistes
de la Vision Basse
Offre Spéciale
***Buy One, Get One Fre***

**Santo**
**ECOLE D'INFORMATIQUE**
**Centre Pédagogique**
**Sanite Belair**

**Santo 20 No 69**
**avec un professeur Américain**, venez apprendre tous les logiciels de base comme le Word, l'Excel, le Power Point, l'Access et l'initiation à l'internet.-
programmation des ordinateurs
- Cours d'Anglais
- spécial week-end

Horaire des cours très flexible:
Du lundi au vendredi entre 8h et 6h (4 groupes: 8h-10h, 10h-12h, 2h-4h, 4h-6h)

Cours intensifs du Samedi et du Dimanche donnés par le professeur americain: 8h-12h et 4h 6h.

Prix: 20$ frais d'inscription
250$ frais d'entrée
300$ la session (3 mois)

(Tel: 401-9128).
Les dix premiers inscrits auront droit à un rabais special!
Début de la 1ère session le Lundi 14 février.

**Hôtel**
**Villa Ban - Yen**

Hôtel de Montagne
dans les hauteurs du
Morne Tapion
avec vue imprenable sur
Petit goâve et Grand goâve.
Chambres aérées avec
salle de bain, nourriture
naturelle, randonnées dans
les sentiers de montagne
Tarif chambres
+ Alimentation
Chambre double :
US $ 20.00 pour 2
3 repas
$ 17.24 par personne
Cadre idéal pour
séminaires.
Week-end de 2 nuits, une
troisième Gratuite.
Pour réservations:
# 17 Angle Rue 6 et José
Marti Port-au-Prince
tél.: 305 245-2345
420-2091
Internet:

## Points de Vente Haïti en Marche

**Miami**

**Lucas Super Market**
14750 N.E. 6th Avenue
305 940 9902

**Maxisound**
11854 West Dixie Highway
**305 835 8006**

**B & L Supermarket & Produce**
12041 West Dixie Hgh.
305 893 0419

**Eclipse Communication**
9290 S. W. 150th Avenue
Suite 104
954 380 1616

**Lil'Angel Consignment Store**
King's Meadow Shopping Center
9965 S.W. 142nd Avenue
Miami, Florida 33186
Tél.: 305 385 1111

**Pompano Beach**

**Danilos Restaurant**
3760 N.E. 3rd Avenue
954 781 2646

**Christephanie's**
581 BC East
Sample Road
Pompano Beach, Fl 33064
Tél.: 954 781 2500

**Delray Beach**

**Classic Teleco**
203 S.E. 2nd Avenue
Delray Beach Fl 33183

**Our Lady Bakery**
102 S.E. end Avenue
Delray Beach , Fl 33444
561 272 3556

Abonnez-vous à
Haïti en Marche
221-0026

**Orlando**

**Naudy Record shop**
1325 W. Washington Str
Orlando, Fl 32805

**Boby Express**
2469 South Orange
Blossom Trail
Orlando, Fl 32805

**Haïti en Marche**

**ABONNEMENT:**
**Port-au-Prince**
221-0026
417-0384
**Miami**
305 754-0705

# JOB ANNOUNCEMENT

**Fort Lauderdale Check Cashing & Financial services**
**F/T & P/T Teller-Must Speak Eng & Creole**
**Cash, Computer & cust. serv. experience**
**Excellent Wages, Benefits & T raining**
**Fax Resume to 954-739-4485 or**
**e-mail to CheckCashingJobs@yahoo.com**

**FLASH-INFO**

**Dans le cadre du COLLOQUE FOUCAULT L'Institut Français d'Haïti a le plaisir de vous convier à la conférence sur " l'actualité de la pensée de Michel Foucault " qui sera donnée le mardi 1er mars 2005 à 5 h30 p.m. par Pascal Michon** *(docteur en histoire et philosophe, enseignant, ancien directeur de programme au Collège International de Philosophe, Paris)*

**et Mathieu Potte-Bonneville** *(agrégé, docteur en philosophie, spécialiste de Michel Foucault, professeur en classes préparatoire, Paris)*

## 2 conférences de Pierre Mouterde à Port-au-Prince

L'association des " Amis du Monde Diplomatique – Haiti " reçoit à Port-au-Prince le sociologue et journaliste canadien spécialiste de l'Amérique latine, Pierre Mouterde.
Pierre Mouterde prononce 2 conférences à Port-au-Prince :
- Samedi 5 mars, 3 :00 PM, Faculté des sciences humaines : " Le mouvement social en Amérique latine ".
- Lundi 7 mars, 4 :00 PM, hôtel Le Plaza : " Le Mexique, l'ALENA "

Professeur de philosophie à Montréal, Pierre Mouterde a effectué de nombreux voyage en Amérique latine comme journaliste indépendant. Il est auteur ou co-auteur des ouvrages suivants : Les mouvements sociaux au chili (L'Harmattan, 1995), écrit avec Patrick Guillaudat. Cinq ans de duplicité américaine en Haïti (1991-1996) (Austral, 1996), écrit avec Christophe Wargny. Lettres du sud de l'Amérique (Éditions la maîtresse d'école, Québec, 1987). Un automne à Santiago (La Brèche, 1988).

## Santé : Nouvelles armes anti-sida prometteuses mais la guerre est loin d'être gagnée

BOSTON (Etats-Unis), 23 Février - Même s'ils sont encore loin de crier victoire, des chercheurs, réunis cette semaine à Boston pour la 12e conférence annuelle sur les rétrovirus, ont fait part de pistes encourageantes dans la lutte pour freiner la progression du sida.

Puisque la mise au point d'un vaccin permettant une prévention efficace n'est pas attendue avant des années, la stratégie à plus court terme est de combattre avec plusieurs armes simultanément un pathogène mutant, ont expliqué plusieurs de ces spécialistes.

Pour ce faire, ils continuent à combiner des vaccins pour stimuler deux types de défense: la production d'anticorps dans le sang neutralisant le virus avant qu'il ne pénètre dans les cellules et une réaction immunitaire cellulaire.

Selon les organisateurs de la conférence (CROI), l'approche cellulaire fait l'objet de plusieurs présentations encourageantes à Boston (Massachusetts, nord-est) où 3.800 chercheurs et médecins se retrouvent jusqu'à vendredi pour ce forum international destiné à traduire les résultats de la recherche fondamentale et des essais cliniques.

Des travaux conduits depuis deux ans sur une enzyme dite APODEC ont montré que cette protéine est capable de perturber la capacité du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) à se reproduire génétiquement une fois entré dans la cellule, empêchant ainsi sa multiplication.

Les recherches en défense cellulaire ont été dopées en 2004 par la découverte d'une autre protéine, dite TRIM5 alfa, qui a la propriété d'empêcher le VIH d'entrer dans la cellule.

Le rôle de cette protéine, dont on soupçonnait depuis longtemps l'existence, a été découverte en étudiant des singes qui ne peuvent pas être infectés par le virus du sida.

Côté vaccin, le plus prometteur est testé par les laboratoires américains Merck mais les résultats préliminaires ne sont pas attendus avant 2008.

Comme de nombreux autres vaccins anti-sida en cours d'essai, il vise à stimuler la production par l'organisme de cellules tueuses détruisant les cellules du système immunitaire déjà infectées par le virus.

Si les vaccins cellulaires ont le potentiel de nettement réduire la charge virale, une véritable prévention contre le VIH nécessitera de stimuler le système immunitaire pour qu'il produise des anti-corps capables de chasser et détruire le virus avant qu'il n'entre dans les cellules, avait expliqué lundi à Washington, Anthony Fauci, directeur à l'Institut national de la santé (NIH) pour les maladies infectieuses et les allergies.

"Un vaccin efficace et sans risque est essentiel pour contrôler le sida mondialement et constitue le défi le plus important et difficile auquel sont confrontés les chercheurs", avait ajouté M. Fauci qui devait intervenir mercredi devant la CROI (Conference on Retroviruses and Opportunistic Infections).

Dans l'attente d'un vaccin efficace, les efforts sont portés sur l'accès par les pays à faibles revenus —également les plus touchés— des trithérapies, ainsi que sur la prévention, notamment pour empêcher la transmission de la mère à l'enfant.

Sans un accès rapide aux trithérapies, plusieurs millions mourront à brève échéance dans les pays en développement, a insisté mardi soir Jim Kim, un responsable de l'Organisation mondiale de la Santé.

# Jacmel: quelques suggestions aux responsables de la ville

**(suite de la page 12)**

sur une base quasi régulière dans cette ville un ensemble d'activités artistiques et culturelles qui ont la cote auprès des Jacméliens et surtout auprès des gens de Port-au-Prince qui, fuyant l'atmosphère délétère de la capitale, viennent y goûter, ne serait-ce que le temps d'un week-end, le charme, la tranquillité et l'hospitalité si recherchés par ces temps de fureur.

Il faut surtout féliciter l'édilité et les responsables du tourisme du Sud-est qui oeuvrent à faire de leur ville la capitale culturelle d'Haïti. Alors que le pays est livré à des bandes criminelles de toutes sortes qui annihilent l'État, il serait mal venu de ne pas encourager des citoyens qui décident de prendre en main leur région.

Car à mon avis, le développement d'Haïti ne se fera qu'à partir des régions. Cependant, le projet est à la limite chimérique pour la simple raison que la république de Port-au-Prince qui absorbe l'écrasante majorité des recettes nationales ne se pressera pas pour relâcher ses serres sur le Trésor public. Comme ils sont têtus ces Jacméliens, on ne pourra que leur suggérer, comme pour maintenir en permanence des activités génératrices de revenus, d'ajouter à leur liste quelques thèmes qui restent à explorer.

Par exemple: l'organisation d'un Salon du livre du sud-est, ou d'un festival de la poésie qui regrouperait ce que le pays compte de poètes, de conteurs. Sur le modèle du festival de la poésie de la ville de Trois-Rivières (Québec), le plus important à l'échelle de la francophonie, la cité de René Depestre, de Jean Métellus, de Félix Morisseau-Leroy, d'Alcibiade Pommayrac, en hommages à ses illustres fils, pourrait offrir aux amoureux de la poésie une semaine riche où ces derniers se feront le plaisir de rencontrer les grands noms de ce genre littéraire et les entendre dire eux-mêmes leurs textes. De concert avec le ministre de la culture et celui du tourisme, du secteur privé et de l'enthousiasme de ses citoyens, la ville pourrait réunir les fonds destinés à défrayer les coûts de l'hébergement, de la gratification, et du voyage des invités. On pourrait aussi suggérer la tenue d'événements sportifs, par exemple, le tour du sud-est qui mettrait à l'épreuve les meilleurs cyclistes haïtiens et pourquoi pas étrangers, du football, le tennis, le volley de plage, etc.

On remarquera que cette ville d'inspiration coloniale n'est pas prête à assumer le virage que souhaite lui imprimer ses autorités compétentes. Son aspect physique n'invite vraiment pas à la célébration de pareils événements: Les rues ne sont pas nettoyées et sont encombrées pour certaines de résidus de matériaux de construction et des carcasses d'automobiles; les égouts

**Carnaval haïtien photo de courtoisie**

débordent; les places publiques, le marché public et surtout ses abords, méritent une grande toilette; certains bâtiments publics sont au bord du délabrement. En revanche, quand le Jacmélien compare sa ville à la capitale, ou Les-Gonaïves, pour reprendre un vieux cliché, il ne peut que se consoler et même se vanter de vivre dans la ville la plus salubre d'Haïti.

Les maisons doivent pouvoir contribuer à ce nouvel élan grâce à une opération de ravalement de leurs façades laquelle sera menée dans le respect du cachet de la ville, sous la supervision d'un architecte ou d'un urbaniste.

D'un autre côté, les structures d'accueil de cette ville autrefois si charmante ne pourront pas répondre aux besoins d'une clientèle qui découvre les vertus du tourisme local, et tant mieux, et qui semble prête à délier bourse pour pouvoir couler, dans son pays, quelques jours de repos.

Dans le souci de pallier au manque de chambres et sans doute pour pouvoir faire bénéficier de cette activité à une marge plus importante des citoyens, les responsables du tourisme et la municipalité devraient encourager, (et si ce n'est déjà fait, un ami m'a rapporté qu'une famille ayant hébergé des gens de la capitale durant la période du carnaval s'en est plutôt bien tirée au départ des visiteurs) la formule chez l'habitant ou le gîte du passant en vigueur au Québec et en France, et tant appréciée des visiteurs. Cette formule a été expérimentée à la fin des années 1980 à Pestel et consiste à mettre à la disposition, des visiteurs qui le souhaitent, une chambre d'une maison d'habitation. Ce faisant, les autorités de Jacmel délivreront un permis municipal d'exploitation après s'être assurées que les conditions d'hébergement soient conformes aux normes qu'elles auront établies: à savoir: une chambre à coucher propre, des installations sanitaires ac-ceptables, une salle à manger et l'eau potable (dans le cas où le visiteur souhaiterait se restaurer à la maison) etc. Dans cette veine, les autorités devront, avec le concours de l'État et du secteur privé (pourquoi pas avec l'aide des Jacméliens de l'étranger) constituer un fonds visant à financer (proportionnellement aux moyens du propriétaire) la réparation de ces maisons. Cette initiative aura résolu deux problèmes: la rénovation des maisons jacméliennes dans le respect du cachet de la ville, et assurer un revenu plus ou moins décent aux propriétaires de ces logements.

Dans un autre registre, nombre de Port-au-Princiens, fatigués du climat de terreur qui sévit à la capitale et attirés par la réputation de tranquillité de la ville de Jacmel, y élisent domicile en se faisant construire des résidences secondaires, en bordure de la mer ou à flanc de montagnes. Haiti-en-Marche, dans un récent reportage avait tiré la sonnette d'alarme sur une éventuelle delmatisation de la ville et surtout de sa banlieue. Si des mesures ne sont pas prises dans le meilleur délai, la région de Jacmel risque de connaître le même sort que sa cousine Delmas qui s'est développée en dehors de toute norme d'urbanisme et qui constitue à l'heure actuelle une plaie gangrenée par la vermine. Au rythme effréné que vit l'industrie de la construction à Jacmel, il est souhaitable que tous les Haïtiens, sans aucune distinction d'ordre régional, lancent un cri d'alarme aux responsables jacméliens pour qu'ils ne perdent pas le contrôle et qu'ils préservent la région et la ville de l'appétit des promoteurs immobiliers et de l'ignorance de quelques propriétaires qui convertissent leurs maisons faites de dentelles de bois et autres attraits architecturaux en des ouvrages dédiés au béton où l'extravagance a souvent pris le pas sur le bon goût.

Gesler Jean-Gilles

# TOTALITARISME

# Yvonne Hakim Rimpel

***"Notre ligne de conduite sera inspirée des nobles traditions du journalisme qui se conçoit dans l'indépendance du caractère, la conscience du devoir, l'amour de la vérité, et le sain respect des principes démocratiques qui représentent, à l'heure actuelle, les pivots de notre vieille civilisation occidentale." *****

**Biographie d'Yvonne Hakim Rimpel : 1906 - 1986**

De Marie Louise Horatia Benjamin et de Eli Abdallah Hakim, **Yvonne Hakim Rimpel** naît à Port-au-Prince en 1906. Unie au berceau au fils d'une famille amie (Anis Sassine), quel ne sera son dépit quand, à 14 ans, elle se verra dans l'obligation de passer outre cet intérêt passionné voué très tôt aux études, pour se donner à son promis. Non résolue à la servitude d'une tradition autoritaire, elle décidera alors, par la lecture, la fréquentation des salons littéraires et, sous le judicieux conseil de Paul Savain, celle tout aussi assidue de l'École de Droit, de parfaire seule sa formation et ce, à la réprobation ouverte de parents qui renonceront une fois pour toutes à comprendre le jour où de concert avec son mari (dont elle restera une amie toute sa vie), elle décide, malgré la naissance de leur fille, de mettre fin à une union nullement appelée, somme toute, de leurs vœux réciproques.

En 1934, parmi les jeunes et très actives fondatrices de la Ligue féminine d'action sociale on ne s'étonnera nullement de compter Yvonne Hakim appelée au sein de la rédaction de *La Voix des femmes,* à jouer un rôle de premier plan. Très impliquée socialement, elle est alors également correspondante à Port-au-Prince de *La charité s'il vous plaît,* œuvre de bienfaisance qui a élu son terrain d'action dans la ville des Cayes, autant que membre de la *Ligue contre l'Analphabétisme* (à l'époque ses enfants, nous rapporte l'une de ses filles, verront leur argent de poche ainsi que leur sorties gagnés en fonction du nombre de cours dispensés au personnel domestique des maisons du quartier réuni sur sa galerie improvisée pour la circonstance en école du soir).

1946 retrouve évidemment Yvonne Hakim-Rimpel mobilisant toute son énergie en faveur des libertés démocratiques. Revenue très vite de l'euphorie de la bataille gagnée, et, déçue peu après de l'orientation étroite et mesquine vite prise par le mouvement tant prometteur de janvier, elle décide d'élargir son champ d'intervention en dehors de la Ligue et fonde *Escale,* un bi-hebdomadaire d'information dans le but d'élargir et de donner voie aux acquis récents (1er avril 1951). Elle en sera pendant 6 ans, la gérante, le moteur, l'éditorialiste et la principale rédactrice aux côtés d'éminents collaborateurs. Du temps de reste, elle trouvera également à accorder au théâtre et sera à côté de Cylotte Coicou, Jacqueline Wiener-Silvera, Charles de Catalogne, Simon Desvarieux, Lucien Lemoine et Edouard Dupont, un des acteurs de la pièce *Cyclône* , de Sommerset Maugham jouée au Rex Théâtre le 9 mai 1949 à la soirée inaugurale de la Société nationale d'Art dramatique, nouvellement créée.(1)

Déjoïste convaincue, elle participe activement à la campagne électorale de 1957. Peu avant ces élections, sa revue qui ne mâchait pas toujours ses mots aux agissements de l'heure publie *A moi général, deux mots*, article qui n'est ni plus ni moins qu'une révélation de ces basses manœuvres auxquelles se prête impunément le général Kébreau afin d'assurer la montée au pouvoir de son favori en l'occurrence François Duvalier, le même, du reste, à qui elle avait déjà bien pris soin de signifier de vive voix qu'elle n'entendait aucunement compter de ses promoteurs. La dernière édition de Noël 57, au demeurant la dernière parution de *Escale*, et qui voit sous la manchette: *Peuple à genoux, attends ta délivrance,* Hakim Rimpel, entre autres protestations, s'élever énergiquement contre la récente arrestation de Gilberte (Boubou) Vieux, constituera comme le sommet de cette virulence et de cette manière ironique dont elle s'était fait une arme de choix durant toute cette campagne contre Duvalier.

**(voir Biographie / 15)**

# Les supporters de Jean-Bertrand Aristide de Miami réclament le départ du gouvernement de transition et le jugement du Premier ministre Gérard Latortue

**PAR EVENS HILAIRE**

MIAMI 27 Février - Un an après (Février 05) le départ pour l'exil de l'ex-Président Jean Bertrand Aristide, la situation est devenue encore plus difficile en Haïti avec d'une part le climat d'insécurité qui fait rage, notamment à la Capitale et d'autre part les anciens militaires qui cherchent par tous les moyens possibles le retour des Forces Armées. C'est la confusion totale.

Certains ont même parlé de la démission de l'Etat dans sa sphère d'action. Pendant ce temps, les prix des produits de première nécéssité grimpent au fil des jours.

À l'occasion de ce premier anniversaire, plusieurs supporters de l'ex-président à Miami ont qualifié d'échec les événements du 29 Février 2004 ayant renversé le leader de Fanmi Lavalas au pouvoir.

Pour marquer cette date, ils ont organisé un sit-in le samedi 26 Février au centre-ville de Miami, plus précisement au Torch of Friendship, Biscayne Boulevard.

Les manifestants portaient des pancartes avec des slogans hostiles à la communauté internationale et aussi à l'équipe au pouvoir en Haïti.

"France-USA, your Coup d'État in Haiti will not stand. We want Restitution and Reparation for 200 years of slavery ".

Sur certaines pancartes, les manifestants ont exposé des photos horribles de personnes victimes de la violence aveugle actuellement en Haïti.

Lavariste Gaudin, de l'organisation Veye Yo, a fait savoir que l'objectif de ce mouvement de protestation à l'occasion du premier anniversaire de l'"enlèvement" du Président Aristide est pour réclamer le départ pur et simple du Premier ministre Gérard Latortue.

D'après lui, tous ceux qui avaient opté pour le renvoie du numéro 1 de Fanmi Lavalas reconnaissent à présent leurs fautes, vu la situation actuelle dans le pays.

Pour Lavariste Gaudin, Gérard Latortue doit laisser le pouvoir et attendre son jugement pour "les crimes qu'il a commis."

Selon lui, le gouvernement de transition mène une lutte acharnée contre les partisans de Jean Bertrand Aristide, lui-même actuellement en exil en Afrique du Sud.

La lutte doit se poursuivre pour dénoncer le "kidnapping" du président Aristide qui a été élu par le peuple, a lancé Lavariste Gaudin.

Pour sa part, Madame Farah Juste, proche du président déchu, a dénoncé l'emprisonnement illégal de l'ancien Premier ministre Yvon Neptune, de l'ex-ministre de l'Intérieur, Jocelerme Privert et de Annette Auguste, alias Sò Anne.

Farah Juste a déclaré que le gouvernement de facto mène une guerre sans merci contre les Lavalassiens.

Elle aussi a qualifié d'échec l'"enlèvement" du responsable du parti Fanmi Lavalas.

Selon Farah Juste, un an après le renversement d'Aristide, le pays vit dans une situation catastrophique.

Farah Juste en a profité pour dénoncer aussi l'événement du 19 Février dernier au Pénitencier national avec l'évasion de près de 500 prisonniers. Pour la "Reine Soleil", l'attaque à la prison centrale montre clairement l'inexistence de dirigeants en Haïti.

Un tout petit groupe armé a pu ouvrir la prison pour libérer des dealers de drogue, a-t-elle lancé.

Les partisans de Jean-Bertrand Aristide à Miami comptent organiser sous peu une série de mouvements de mobilisation, notamment une convention le 6 Mars prochain en vue de dénoncer les actes considérés comme malhonnêtes de l'actuelle équipe au pouvoir. EH

**Canada: Manifestations pro-Lavalas / p.16**

# Yvonne Hakim Rimpel

(*Biographie* ... suite de la page 14)

**L'affaire Hakim Rimpel**

Duvalier gardant encore intacte cette couleur d'homme de progrès lui servant de voile, voire de tremplin, Yvonne Hakim-Rimpel devait être loin de soupçonner quelle face infernale masquait la cible d'apparence impotente et bonhomme de ses saillies. Cela lui vaudra de faire les frais de cet épisode douloureux et sanglant du mois de janvier 1958, préfiguration d'autres non moins sanglants s'échelonnant implacablement tout au long d'un règne qui, mal assuré encore sur ses béquilles, prend un soin minutieux, en attendant l'audace des grands jours de la milice, de perpétrer ses forfaits diurnes et nocturnes sous la cagoule(2). En effet, cette nuit-là, *"une demi-douzaine d'hommes armés s'introduisent par effraction chez Mme Yvonne Hakim-Rimpel, une journaliste de l'opposition. Celle-ci ainsi que ses deux filles sont en train de dormir à l'étage supérieur. Les visiteurs masqués font irruption et les malmènent sévèrement. Ayant abandonné les enfants sur le trottoir, ils s'éloignent en emmenant la mère avec eux. On retrouvera cette dernière le jour suivant sur une route peu fréquentée près de Pétionville. A demi inconsciente, dépouillée de la plus grande partie de ses vêtements, c'est dans un état critique qu'elle est dirigée immédiatement vers l'hôpital. La Ligue féminine d'action sociale aura beau protester, la police ne bougera pas..."* (3)

Une de ses filles nous donnera certains détails encore plus traumatisants de cette fameuse nuit de janvier qui ouvre le dossier de la désormais célèbre *Affaire Hakim-Rimpel*. Ces hommes auraient immobilisé un fils de madame Rimpel (Charles) et l'aurait forcé à assister à la violente scène de ses sœurs battues (Gladys perd deux dents, a l'œil gauche amoché), et au constat de sa mère enlevée, pieds nus, en chemise de nuit. A l'aube le lendemain, dans ce fourré, désert à l'époque, du haut de Delmas où elle est laissée pour morte, c'est une femme nue et saignant de partout que découvrira tout à fait par hasard M. Harry Delaquis. Chez son beau-frère, alors ministre de Duvalier où elle est immédiatement ramenée, un accueil plutôt réservé la décide à chercher refuge chez le colonel Paul Thimothée, un autre de ses parents. Pour ramener à la vie cette femme battue à mort, violée sauvagement, il faudra à son médecin traitant, le Dr Mathieu, près d'une dizaine d'heures d'intervention et deux mois d'hospitalisation!

Les journaux de l'époque, *Le Matin, Indépendance, Le Nouvelliste*, feront état de l'événement, publieront une note de protestation de La Ligue signée de 36 femmes (*Indépendance* du 9 Janvier) ainsi qu'une copie de la lettre que dans l'espoir de voir s'amorcer une action, elles avaient cru bon adresser au ministre de l'Intérieur (publiée dans *La Phalange* du 11 janvier)(4). Mais il ne faudra pas moins les réactions et les protestations aussi bien de la presse étrangère que d'associations de droit humain pour décider le gouvernement à ouvrir, 4 mois après cet odieux forfait, une enquête qui, du reste, sera fermée peu de temps après, "*Mme Rimpel et ses filles, ayant été incapables de fournir à la police des preuves suffisantes leur permettant d'identifier les agresseurs*"(5). Quatre ans après, de plus en plus décrié par une opinion nationale et internationale indignée de ces méfaits se succédant en nombre et à un rythme inquiétant dans le pays, le régime, désireux sans doute d'une campagne d'apaisement, Yvonne Hakim-Rimpel se verra encore une fois les frais de la plus basse des manœuvres. En effet, alors que depuis longtemps déjà, terrée chez elle, elle semble définitivement avoir rompu tous liens avec le journalisme et la politique, elle reçoit la visite, d'un délégué du pouvoir qui n'est autre que le colonel Jean Tassy lui même, lequel l'invite, après force détours, à le suivre à Fort Dimanche, où, elle serait l'objet d'une pressante convocation. Là, d'une accusation dont elle ne se souvient s'être à aucun moment faite la voix, lui est présenté un démenti dégageant clairement les autorités de toute responsabilité dans l'affaire Hakim-Rimpel, et au bas duquel on lui demande instamment d'apposer son nom. Elle signe. Ce démenti fera aussitôt les frais d'une publication en grandes pompes dans les médias.

Il faudra attendre le départ de Jean-Claude Duvalier en 1986(6) et la publication des *Témoignages* de Pressoir Pierre, ancien colonel de l'Armée, pour qu'un coin de voile soit, pour la première fois, levé sur cette horrible affaire. Oui, Il faudra attendre ces témoignages car, après plus de 25 ans de militantisme et d'activisme, cette femme qui s'est acharnée inlassablement au triomphe de la Vérité, pour qui la parole, plus qu'une arme quotidienne, aura été l'essence même de toute lutte, n'écrira plus jamais, gardera le mutisme le plus complet sauf pour exhorter ses enfants, à chaque fois qu'elle en avait l'occasion, de ne jamais penser à la vengeance qui détruit et déshonore. Ce n'est qu'à l'approche de sa mort qu'elle fera l'aveu qu'il faisait un beau clair de lune ce soir-là, ce qui lui avait permis d'identifier plus d'un de ses agresseurs.

Yvonne Hakim-Rimpel est morte en silence à 80 ans, le 28 juin 1986, d'une crise cardiaque. Son *Adieu à la presse,* témoin de ses derniers jours, et sur lequel, confie sa fille, elle ne laissait de travailler, n'aurait pas été retrouvé.

* Basé sur notre entrevue avec Madame Maryse von Lignau, fille aînée de Madame Hakim-Rimpel (septembre 1995) et sur les informations receuillies dans les archives de la famille.

** *Extrait de* Notre Salut, *éditorial du premier numéro de ESCALE.*

(1) Georges Corvington, op.cit. tome 7, p310.

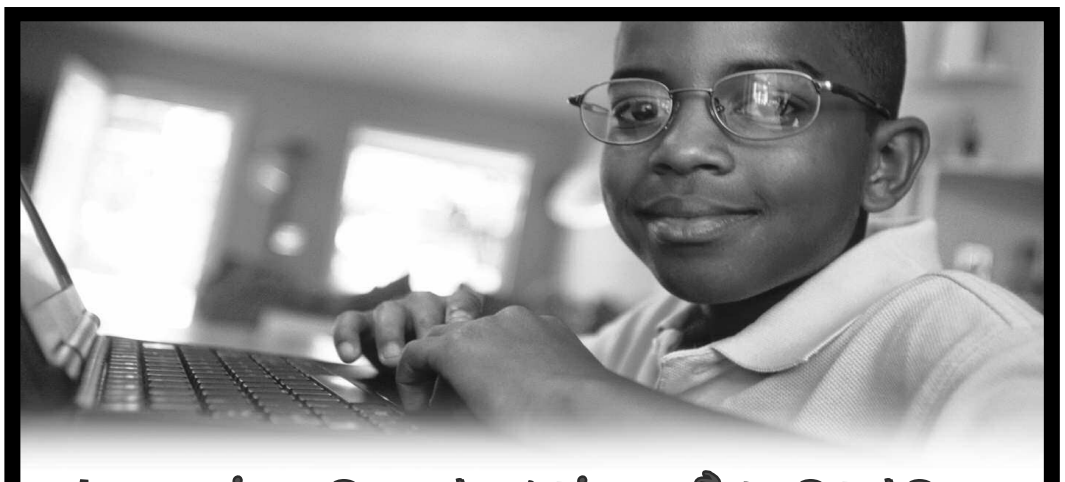
(2) Ces hommes de main opérant sous la cagoule étaient communément appelés "cagoulards".

(3) Bernard Dietrich et Al Burt dansÄ*Papa Doc et les tontons macoutes,* p105.

(4) *Haïtian Women between repression and democracy,* ENFOFANM.

(5) Lettre d'André Faraud publiée dans *le Nouvelliste* du 25 février 1958.

(6) Dans ces *Témoignages*, Pressoir Pierre "*avoue très honnêtement par ailleurs avoir alors conseillé au président Francois Duvalier de faire "convoquer Mme Rimpel pour lui donner un dernier avertissement*", et confirme qu'en fait""*Duvalier envoya quelques officiers de sa Maison Militaire dont Jacques Gracia, Franck Romain, José Borges, et les civils Clément Barbot, Eloïs Maître, Luc Désir (...) chez Mme Rimpel, qui a été enlevée en pleine nuit, en présence de ses enfants terrorisés" "* et que "*Les officiers qui avaient participé à cet odieux kidnapping* (qui, toujours selon *Témoignages*, se sont à l'époque enorgueillis d'avoir déshonoré la dame) *se sont jugés tellement méprisables qu'ils durent, de peur d'être reconnus, se voiler le visage à l'aide d'un mouchoir: d'où leur nom de cagoulard*". Pierre Pressoir, *Témoignages: L'espérance déçue*



MIAMI-DADE COUNTY, FLORIDA
**NOTICE TO PROFESSIONAL CONSULTANTS**
MIAMI-DADE AVIATION DEPARTMENT
AND
ENTERPRISE TECHNOLOGY SERVICES DEPARTMENT
**PHOTOGRAMMETRIC MAPPING SERVICES**
**CICC PROJECT NO. E05-MDAD-02**

The County Manager, Miami-Dade County (County), pursuant to Chapter 287.055, Florida Statutes, and Chapter 2, Section 2-l0.4 of the Miami-Dade County Code as amended by Ordinance 01-105 and Administrative Order 3-39, announces that professional engineering services will be required for Photogrammetric Mapping Services for the Miami-Dade Aviation Department (MDAD), as well as, for the Enterprise Technology Services Department (ETSD) of Miami-Dade County.

The scope of work consists of professional services to be performed for photogrammetric, topographic, and planimetric mapping of Miami-Dade County including but not limited to the airports serviced by Miami-Dade Aviation Department (MDAD) as well as the coverage area of the County's enterprise Geographic Information System (GIS) supported by the Enterprise Technology Services Department (ETSD). These services may include, but may not be limited to aerial photography, ground control, topographic mapping, planimetric mapping, airspace mapping, cross sections, raster imagery, orthophoto products, photographic prints, and global positioning system survey data.

The areas included in the abovementioned services are as follows:

**MDAD**
Miami International Airport and the five County owned auxiliary airports that include (1) Kendall – Tamiami Executive Airport, (2) Opa-locka Airport, (3) Opa-locka West Airport, (4) Dade Collier Training and Transition Airport, and (5) Homestead General Aviation Airport.

**ETSD**
The GIS coverage area consists of approximately 496 square miles inside the Urban Development Boundary (UDB) and 429 square miles outside the UDB.

Note that all data provided must be compatible with MDAD's GIS database and with the County's enterprise GIS database maintained at ETSD.

This solicitation shall be for one professional services agreement (PSA) in the amount of $4,000,000.00. The dollar allocation for MDAD and ETSD is estimated at $ 500,000 each, per year, for a four (4) year effective term.

TECHNICAL CERTIFICATION REQUIREMENTS

15.02 Surveying and Mapping - Aerial Photogrammetry

A copy of the Notice To Professional Consultants (NTPC), forms and accompanying participation provisions (as applicable) may be obtained at the Department of Procurement Management's Vendor Assistance Unit located at 111 NW 1St Street, 13th Floor, Miami, FL 33128. The phone number and fax respectively for the unit is (305) 375-5773 and (305) 372-5409. A solicitation notification will be forwarded electronically to all consultants who are pre-qualified with Miami-Dade County and have included an e-mail address in their vendor registration form. It will also be e-mailed to those who have vendor enrolled on-line. Additionally, those pre-qualified firms without an e-mail address will be faxed a solicitation notification. The NTPC and accompanying documents may be obtained on line at http://www.co.miami-dade.fl.us/dpm, at the following link "Solicitations On-Line."

The Consultant Coordinator for this project is Amelia M. CÛrdova-JÌmenez who may be contacted via e-mail at ameliac@miamidade.gov, fax: (305) 375-1083 or phone: (305) 375-2036.

**CONTRACT MEASURE REQUIREMENTS**

No Measures

A pre-submittal project briefing for interested firms will be held on March 3, 2005 at 3:00 P.M. in Conference Room 18-2, 18th Floor of the Stephen P. Clark Center, located at 111 N.W. 1st Street, Miami, Florida. While attendance **IS NOT** mandatory, interested parties **ARE ENCOURAGED** to attend.

**Deadline for submission of proposals is March 25, 2005 at 11:00 A.M., LOCAL TIME, all sealed envelopes and containers must be received at Miami-Dade County, Clerk of the Board of County Commissioners, 111 NW 1st Street, 17th Floor, Suite 202, Miami, Florida 33128-1983. BE ADVISED THAT ANY AND ALL SEALED PROPOSAL ENVELOPES OR CONTAINERS RECEIVED AFTER THE ABOVE SPECIFIED RESPONSE DEADLINE SHALL NOT BE CONSIDERED.**

This solicitation is subject to Miami-Dade County's Cone of Silence pursuant to Section 2-11.1(t) of the Miami-Dade County Code, as amended. Please review Miami-Dade County Administrative Order 3-27 for a complete and thorough description of the Cone of Silence.

# Droits de l'Homme : situation pire que sous Aristide, conclut un rapport

PAR SYLVAIN LAROCQUE

OTTAWA (PC) – La situation des droits de la personne en Haïti est pire maintenant qu'avant le départ de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, il y a un an, soutient un rapport dévoilé lundi à Ottawa.

**La manifestation du lundi 28 février à Port-au-Prince** AP

Divers éléments armés, dont des policiers, "essaient d'éteindre le mouvement démocratique des pauvres", a estimé Thomas Griffin, un avocat de Philadelphie qui a dirigé, en novembre, une équipe d'enquête en Haïti pour le compte de la faculté de droit de l'Université de Miami.

"Les prisons sont remplies de supporters du Parti Lavalas", a-t-il ajouté, en faisant référence à la formation politique d'Aristide, qui est exilé en Afrique du Sud. Emprisonné depuis des mois, l'ancien premier ministre sous le président déchu, Yvon Neptune, vient d'entreprendre une grève de la faim.

A l'instar de nombreux membres de la diaspora haïtienne au Canada et ailleurs, M. Griffin affirme que le président déchu a été victime d'un "coup d'Etat" orchestré par les Etats-Unis, la France et le Canada.

Au lieu de rétablir la paix et l'ordre, le gouvernement intérimaire du premier ministre Gérard Latortue a contribué à aggraver la situation des droits humains en Haïti, croit l'avocat.

Thomas Griffin et le Comité Outaouais Solidarité Haïti vont même plus loin en accusant

**(voir Droits de l'homme / 17)**

# Montréal : Pro-Aristide défilent ...

HEM-Montréal — Ils étaient près de 300 manifestants, bravant le froid - 12 degrés C à défiler dans les rues de Montréal samedi dernier, à l'occasion du 1er anniversaire du départ forcé du pouvoir de JBA qu'ils qualifient de '' coup d'état-kidnapping''. Drapeaux haïtiens et posters du chef lavalas en tête, les militants n'ont pas manqué de dénoncer dans leurs propos le système politique du Canada et des Etats-Unis qui appuie le gouvernement intérimaire, responsable selon eux de plusieurs centaines de morts à travers le pays. Ils protestaient aussi contre la détérioration des droits humains et la chasse aux lavalassiens depuis un an. Leur revendication est claire: le rétablissement de l'ordre constitutionnel avec le retour physique de JBA à la tête du pouvoir en Haïti.

Pendant ce temps, le conseiller spécial du PM Paul Martin pour les affaires haïtiennes, le député Denis Coderre, était à la radio CPAM pour répondre aux questions d'un panel composé de gens pour et contre le retour de JBA en Haïti. Il a répété que Aristide fait partie du passé et qu'on doit travailler pour la reconstruction d'Haïti avec l'aide de la communauté internationale. Il a essayé d'esquiver les questions considérées par lui comme des attaques personnelles, pour défendre la position du Canada dans le dossier d'Haïti. Son pays, dit-il, n'a pas de contentieux avec Haïti, ni de passé colonialiste. Il est là pour accompagner les autorités à réussir la transition. Politicien expérimenté, Denis Coderre qui a des relations spéciales avec la communauté haïtienne du comté de Bourassa à Montréal-nord n'a fait aucune déclaration embarrassant son gouvernement, ni ses électeurs multi-ethniques, advenant une élection fédérale prématurée. Il fait partie d'un gouvernement minoritaire qui peut être renversé n'importe quand. Il sait qu'il doit compter sur les votes des haïtiens et le dossier lavalas mérite d'être géré avec beaucoup de doigté par Ottawa.

Ce samedi 25 février, la communauté haïtienne de Montréal a eu droit à ces deux événements politiques, marquant le premier anniversaire de la chute du pouvoir lavalas, un sujet qui divise plus qu'il ne réunit.

S. César.

# Vancouver: Manifestants pro-Aristide

Des partisans de l'ancien président d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide, ont manifesté samedi devant le consulat américain au centre-ville de Vancouver.

Les manifestants voulaient dénoncer le coup d'État et l'enlèvement, le 29 février 2004, du président Aristide par les États-Unis appuyés par le Canada et la France.

Les partisans d'Aristide soutiennent que la barbarie et le chaos se sont installés dans le pays depuis le départ de l'ex-président. Ils refusent aussi le plan de mise en tutelle d'Haïti proposé par le Canada, les États-Unis et la France.

Les Haïtiens disent ne pas vouloir de ce gouvernement imposé par les Américains et ils veulent le rétablissement de l'ordre constitutionnel avec le retour du président Aristide en Haïti.

# DROITS DE L'HOMME

## Situation pire que sous Aristide, conclut un rapport

(*Droits de l'homme* ... suite de la page 16)

Ottawa d'être "complice" des exactions commises par certains policiers haïtiens et des manquements de la justice dans le pays.

M. Griffin s'inquiète notamment du fait que Philippe Vixamar, un employé du cabinet du ministre haïtien de la Justice, soit rémunéré par l'Agence canadienne de développement international dans le cadre d'un projet d'assistance. Or, lors du passage de M. Griffin en Haïti, M. Vixamar a pris sur lui de s'exprimer au nom du gouvernement haïtien, ce qui amène l'avocat à accuser le Canada d'ingérence dans les affaires du pays.

"Il a parlé en son nom strictement personnel", a admis en entrevue téléphonique le responsable d'Haïti à l'ACDI, Yves Pétillon. "Ce n'est pas nécessairement des choses qu'on aurait souhaitées."

M. Pétillon reconnaît que la justice et la police haïtiennes sont dans un piteux état depuis longtemps. "Nous espérons que nos interventions aideront à améliorer la situation des droits de la personne là-bas", a-t-il souligné

La France, les Etats-Unis et le Canada rejettent les allégations voulant que le départ d'Aristide ait été le résultat d'un "kidnapping" ou d'un "coup d'Etat". Mais pour en avoir le coeur net, Thomas Griffin et le Comité Outaouais Solidarité Haïti réclament la création d'une commission d'enquête internationale sur la question, comme l'ont déjà réclamé la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Union africaine et le Venezuela.

Les militants demandent aussi la tenue d'une enquête sur le "rôle" de l'ACDI et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) en Haïti, de même que la libération des prisonniers "politiques". En début d'après-midi, lundi, ils ont manifesté devant le Parlement fédéral afin de faire passer leur message.

### Dans la ligne de feu

Une centaine de policiers canadiens, dont une majorité de la GRC, sont actuellement en Haïti afin d'assister la police nationale, qui est par ailleurs soupçonnée d'assassinats extrajudiciaires.

L'un de ces policiers, qui a parlé à La Presse Canadienne sous le couvert de l'anonymat, a expliqué que ses conditions de travail étaient extrêmement difficiles, mais qu'il avait la certitude de faire oeuvre utile dans le pays.

"On risque nos vies, a-t-il témoigné. J'ai arrêté des fusillades pour ne pas qu'il y ait de morts, ni de blessés. On se met entre les deux. On a failli me tuer parce qu'on nous accusait des violences en Haïti, ce qui est évidemment faux. On fait tout pour ramener la stabilité. On est chanceux qu'aucun Canadien ne soit revenu au pays dans des boîtes."

Lundi, la police haïtienne a ouvert le feu à Port-au-Prince sur des manifestants pro-Aristide qui défilaient au premier anniversaire du départ en exil forcé d'Aristide. Au moins deux personnes ont été tuées lors de la manifestation et près d'une dizaine blessées.

La semaine dernière, des hommes lourdement armés avaient attaqué le pénitencier national d'Haïti, tuant un gardien lors d'une fusillade qui a permis à 500 prisonniers de s'évader.

Le Canada s'est engagé à verser 180 millions $ en aide humanitaire et logistique à Haïti en deux ans.

© La Presse Canadienne, 2005

# La POHDH insatisfaite de l'action du gouvernement de transition

Par Fleurival Ladenson

P-au-P., 28 févr. 05, [AlterPresse] — Les organismes de défense des droits humains ont dressé un bilan négatif de la gestion du régime de transition du pays, un an après la chute de Jean Bertrand Aristide du pouvoir le 29 février 2004.

Au cours d'une interview accordée à AlterPresse, le coordonnateur général de la Plate-forme des Organisations Haïtiennes de Défense des Droits Humains (POHDH), Joseph Maxime Rony, a exprimé son inquiétude à propos de la montée vertigineuse des prix des produits de première nécessité.

" Le coût des produits alimentaires a connu une nette augmentation, depuis l'arrivée de ce gouvernement à la tête du pays, et les prix sont de plus en plus inabordables, ce qui rend la vie plus pénible pour les déshérités ", a déclaré Maxime Rony. " Aucune politique d'allègement des conditions sociales des démunis n'a été instaurée ", a-t-il ajouté.

A propos de l'insécurité qui sévit à Port-au-Prince, Maxime Rony a souligné " une violence aveugle dans des quartiers populaires de la capitale". Les forces de l'ordre "

**(voir Droits de l'Homme / 20)**

**La police lundi inonde la manifestation de gaz lacrymogènes et tue deux manifestants** AP

BE
BOBY Express Co.

Nou vle gate kliyan nou yo de jou en jou pi plis.

ATLANTA
1232 Moreland Ave, Suite A
Atlanta, GA 30016
Tel: (404)622-8787

BAHAMAS
E. Street Sawyer
Studio Blvd 2nd Floor
Nassau, Bahamas
Tel: (242)322-6047

BOYTON
544 E Gateway Blvd, Suite 3
Boyton Beach, Florida
Tel: (561)742-3046

CAMBRIDGE
300 Broadway
Cambridge, Mass 02139
Tel: (617)354-6448

CHURCH
2807 Church Ave.
Brooklyn, NW 11226
Tel: (718)693-3798

CONNECTICUT
953 Washington Blvd, Suite 1
Stamford, CT 06901
Tel: (203)324-2816

DELRAY BEACH
402 West Atlantic Ave
Delray Beach, Fl 33444
Tel: (561)265-2100

FLATBUSH
1161 Flatbush Ave.
Brooklyn N.W. 11226
Tel: (718)287-5295

FORT LAUDERDALE
8 West Sunrise Blvd
Ft. Lauderdale, Fl 33311
Tel: (954)524-1574

LAKE WORTH
330 S. Dixie Hwy, Suite 2
Lake Worth, Fl 33460
Tel: (561)585-1077

MATTAPAN
508 River Street
Mat. Mass. 02126
Tel: (617)298-9366

MIAMI
5401 N.W. 2nd Avenue
Miami, Fl 33137
Tel: (305)758-3278

NAPLES
506 11th Street
Naples, Fl 34102
Tel: (941)435-3994

NORTH MIAMI
629 NE 125th Street
N. Miami, Fl 33161
Tel: (305)892-6478

MIRAMAR N. DADE
19325 NW 2nd Avenue (441)
Miami, Fl 33169
Tel: (305)654-2800

MONTREAL
7177 Rue St Denis
Mont. QC H2R2E3
Tel: (514)270-5966

ORLANDO
2469 S. Orange Blossom Trail
Orlando, Fl 32805
Tel: (407)649-9896

POMPANO (1)
4857 N. Dixie Hwy
Pompano Bch, Fl 33064
Tel: (954)429-9552

POMPANO (2)
128 N. Flager Avenue
Pompano Bch, Fl 33060
Tel: (954)946-4469

QUEENS
159-35B Hillside Avenue
Jamaica N.Y. 11432
Tel: (718)523-9216

SPRING-VALLEY
South Main Street
S. Valley, NW 10977
Tel: (914)425-7747

WASHINGTON
835 Juniper Street NW
Wash D.C. 20012
Tel: (202)722-4925

WEST PALM BEACH
604 25th Street
W. Palm Beach Fl 33407
Tel: (561)655-4166

NEW JERSEY
152 Jefferson Ave
Elizabeth, NJ 07201
Tel: (908)354-1411

MONTREAL NORD
3820 Henri-Bourassa Est
Montréal, Canada
Tel:(514)852-9245

TURKS & CAICOS
Downtown Providenciales
Butterfield Plaza
Tel: (649)941-4172-4173

CENTRE VILLE
59 Rue Pavée
avant la Pharmacie Idéale
223-0865-223-0839
222-2704,221-8910, 221-1632

8772 NE 2 ème Avenue
Tél: 305 757 4915

FADKIKJ VARIETY STORE

*LE MAGASIN POUR TOUTES LES OCCASIONS.*
*- Réception de paiement pour Bell South, FPL, GAZ, CABLE TV, BELL MOBILITY etc...etc...*
*- Connection téléphonique chez vous...*

**Ouvert 6 Jours par semaine: 8h30 am à 7h30 pm**

- Parfums
- Cellulars & Beepers
- Souliers et Sandales
- Produits pour la cuisine
- Cadeaux
- Tableaux
- Moneygram
- Money Order
- CD's (compas, Racine, Evangélique, Zouk, Français, Américain)
- Video's (Haïtiens, Américains, Documentaires, Drams)
- Produits de beauté
- Produits pour cheveux

# GRILLE DE PROGRAMME
## Mélodie 103.3 fm

74 bis Rue Capois
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 221-8567 / 221-8568/ 221-8596 Fax: 221-0204/ 221-1323
e-mail: pub@haitienmarche.com URL: www.haitienmarche.com

**Programmation**

5h00 - 6h30 **Bon Réveil** en musique

6h30 - 7h00 **Au Pipirit chantant**
Journal créole de la journée avec Yves Paul Léandre

7h00 - 10h00 **Mélodie Matin avec Marcus**
Informations, Interviews, Anecdotes, Humour, Analyses
L'Editorial de Marcus
La Chronique au Quotidien avec Elsie
A Haute Voix avec Dominique Batraville
Les Sports avec Jacky Marc
Les Invités du Jour

Mélodie Matin chaque samedi est animée par Rapahël Féquière

10h00 - Midi **Le Disque de l'Auditeur**
animation: Jacques Lacour

12h00 - 12h15 **Le Midi**
Un résumé des Informations Locales et Nationales

12h15 - 2h00 **Lady Blues**
Jazz, Blues, Swing, Ragtime avec Elsie

2h00 - 3h00 **C'est si bon en chansons...**
Emission de Chansons Françaises

3h00 - 5h00 **Le Bon Vieux Temps**
Retro-Compas avec
Doc Daniel et Captain Bill

5h00 **Le Journal de 5 Heures**
6h **Sport Actualités**
avec Gilbert Leys,Gérald Alphonse, Mario Barreau et Ja cky Marc

7h00 - 8h30 **Amor y Sabor**
8h30 - 9h00 **Soir Informations**

10h00 **Notre Grand concert**
( Lundi et Mercredi : L'heure classique )

**Jazz at Ten** ( Mardi, Jeudi, Dimanche )
Jazz inspired : Judy Carmichael et ses invités

9h00 et au-delà **Cavaliers, prenez vos dames ( Samedi )**
50 ans de Succès Populaires Haïtiens
Chaque Dimanche : 10h à Midi: Textes et Prétextes
avec Dominique Richez


# En bref ...

(suite de la page 2)

**Le gouvernement intérimaire signe de 5 accords avec des compagnies locales pour la réparation de systèmes d'adduction d'eau potable**

Le gouvernement intérimaire a procédé mercredi dernier à la signature de 5 accords, avec des compagnies locales pour la réparation de systèmes d'adduction d'eau potable dans 5 villes du pays. Il s'agit des Cayes, du Cap-Haïtien, de Port-de-Paix, Ouanaminthe et Kenscoff.
Deux signataires de ce contrat, Yolande Paultre et le ministre des Travaux Publics, Fritz Adrien, ont fait savoir que ce projet évalué à 60 millions de gourdes sera financé par le trésor public et la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

**Le sang a encore coulé à Cité de Dieu**

Un calme tendu règne dans quelques secteurs de la capitale haïtienne où, au moins, 10 personnes ont été tuées la nuit dernière, selon des informations obtenues de sources concordantes. 7 personnes ont été tuées et 9 autres blessées dans une attaque conduite par des bandits dans le bidonville nommé " Village de Dieu"" (bord de mer - ouest de la capitale), selon une source policière contactée par AlterPresse.
Pour leur part, des riverains ont affirmé que plus d'une dizaine de personnes ont été tuées, une trentaine d'autres blessées et 4 maisons incendiées. Selon les premières données recueillies par l'organisme de défense des droits humains Coalition Nationale pour les Droits des Haïtiens, il y aurait 8 morts et 7 blessés par balles dans les événements de Village de Dieu. A Village de Dieu, gardé par des agents de la Mission de Stabilisation des Nations Unies à Haïti (MINUSTAH), les maisonnettes sont majoritairement closes. Des riverains continuent de vider la Cité. Ceux qui y restent sont sur le qui-vive.

**Assassinat d'un réfugié haïtien en Jamaïque**

Le corps d'un réfugié haïtien, Othneil Breauzua, âgé de trente ans, a été retrouvé le 23 février, à l'intérieur d'un véhicule, dans la banlieue de Shettelworth (Kingston, Jamaïque), rapporte la presse jamaïcaine. Le cadavre du réfugié haïtien a été retrouvé en compagnie de celui de Blondell Richards, 47 ans, propriétaire d'un garage où travaillait Breauzua.
Les premiers éléments d'information recueillis par la police, font état d'un assassinat par balles par des inconnus qui auraient, auparavant, sollicité sans succès un emploi dans le garage tenu par Richards. Othneil Breauzua fait partie d'un groupe d'Haïtiens qui ont fui Haïti peu après les évènements de février 2004, qui ont vu le départ de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide. L'enquête policière se poursuit autour de ce double meurtre. Alterpresse

**De nouvelles mesures de sécurité adoptées au Pénitencier national**

Près d'une semaine après l'évasion spectaculaire de 481 détenus de la prison centrale de Port-au-Prince, les autorités pénitentiaires ont annoncé la mise en place de nouvelles mesures en vue de garantir la sécurité de la prison.
Parmi ces mesures, les riverains du quartier seront régulièrement fouillés, a annoncé le nouveau directeur de l'Apena. Le tronçon de la rue du Centre, entre la rue des Casernes et la rue du Champs de mars, sera définitivement fermé à la circulation automobile. Une zone stérile sera établie et deux caméras de surveillance seront installées, a précisé Marc Jean Wilkens, nommé au lendemain de l'évasion du samedi 19 février.
Le commissaire de police a d'autre part indiqué qu'un plan de restructuration de la prison sera proposée aux autorités gouvernementales.

**Près de 48 détenus se sont rendus aux autorités**

En tête de liste, l'ex-premier ministre Mr Yvon neptune et l'ex-inistre de l'intérieur Mr Jocelerme Privert. Tous deux avaient demandé le jour même des incidents du samedi 19 février d'être reconduits au Pénitencier National et avaient réclamé la protection des Nations Unies.
Parmi les détenus qui se sont rendus, figurent aussi Hans Allan Théophilé incarcéré comme l'auteur intellectuel de l'assassinat du directeur d'Air France, Didier Mortet ; un inspecteur de la PNH, Altidor Fred, inculpé d'enlèvement et de séquestration ; l'ancien représentant de l'exécutif dans le sud Jacques Mathelier et l'homme d'affaires Ronald George, impliqué dans le cadre d'un détournement dans une banque privée. Un chef de bande Lavalas proche de l'ancien président Jean Bertrand Aristide, Yvon Antoine nommé ZapZap, s'est rendu lui aussi à une patrouille de la Minustah.

**Durcissement des conditions de détention pour les ex-dignitaires Lavalas**

Depuis qu'ils ont été ramenés au pénitencier, l'ex-Premier ministre Yvon Neptune et l'ex-ministre de l'intérieur Jocelerme Privert, ont refusé de s'alimenter à cause des mauvaises conditions de détention.
Yvon Neptune le dénonce dans une lettrre ouverte aux Ambassadeurs Juan Gabriel Valdez (ONU), Denneth Modeste (OEA) , James B. Foley (USA), Claude Boucher (Canada), Thierry Burkard (France), et Marcel Young ( Chili). M. Neptune écrit notamment :
" Je suis certain quue le spectacle de ma mort lente et sûre serait plus au goût du pouvoir et de ses affidés. Je me propose donc de les satisfaire en poursuivant la grève de la faim, afin qu'un jour mes frères et sœurs qui croupissent dans la misère ne soient plus bafoués, affamés, méprisés et ostracisés. " Cette lettre porte la date du 24 Février 2005.

**Visite en Haïti du président de la Junte Centrale Électorale dominicaine**

Le président de la Junte Centrale Électorale (JCE) de la République Dominicaine, Luis Arias, a effectué une visite de 72 heures à Port-au-Prince qui a commencé dans l'après midi du 24 février. Luis Arias avait été invité par le gouvernement et le Conseil Électoral Provisoire (CEP) haïtiens. Il a déclaré à son arrivée à l'aéroport international que sa visite'"

**(voir En bref / 20)**

# Bel-air: deux manifestants pro-Aristide tués

En Haïti, deux personnes ont été tuées à Port-au-Prince, lundi, lors d'une manifestation des partisans du président haïtien déchu Jean-Bertrand Aristide.

Plusieurs centaines de personnes manifestaient dans le quartier populaire de Bel Air lorsque la police a tiré des gaz lacrymogènes et des balles, selon des témoins cités par la radio locale Ginen.

Les partisans d'Aristide sont descendus dans la rue pour marquer le premier anniversaire du départ forcé de l'ancien président haïtien. Ils scandaient " Nous voulons le retour d'Aristide ".

Craignant des incidents, de nombreux commerces de la capitale ont préféré suspendre leurs activités, et la plupart des écoles sont demeurées fermées. La police haïtienne et des unités de Casques bleus de l'ONU sont visibles dans plusieurs quartiers de la capitale.

Jean-Bertrand Aristide a démissionné le 29 février 2004 sous la pression de la rue et des puissances occidentales. Il a dû quitter le pays, et vit aujourd'hui en exil en Afrique du Sud

**Plusieurs milliers de manifestants pro-Aristide ce lundi à Port-au-Prince** AP

## En bref

**(suite de la page 18)**

s'inscrit dans le cadre de la coopération horizontale " pour partager ses expériences avec les autorités électorales d'Haïti.
Arias a prononcé le samedi 26 février une conférence magistrale à Pétion-Ville au cours de laquelle il a parlé des pratiques dominicaines en matière électorale.'" J'espère que nos expériences seront bénéfiques pour les autorités haïtiennes ", a-t-il dit. Le président de la JCE a loué"" les efforts"" des autorités électorales, qui " méritent l'appui de la communauté internationale ". Il a exprimé son " optimisme " en ce qui concerne le développement du processus
électoral en Haïti ". Durant sa visite, Arias a rencontré le premier ministre Gérard Latortue et le président provisoire Boniface Alexandre.

### Le Premier Ministre rencontre le vice-président chilien candidat au poste de secrétaire général de l'OEA

Monsieur INSULZA était accompagné du Ministre chilien des relations extérieures, Mr Ignacio WALKER et de l'ambassadeur chilien en Haïti, Marcel Young. Les ambassadeurs Guy Alexandre et Jean Robert Hérard assistaient le Premier Ministre. Le Vice-Président INSULZA en a profité pour faire le point sur sa candidature que son propre président, M. Ricardo LAGOS, considère comme une " candidature nationale " appuyée par tous les secteurs de la vie politique chilienne. Il a développé sa vision de ce que devrait être l'OEA : une organisation dépassant le stade des discussions abstraites pour embrasser un nouvel agenda fondé sur des perspectives de développement dans les Etats membres.

# La POHDH insatisfaite de l'action du gouvernement de transition

(*Droits de l'Homme* **.. suite de la page 17**)

se révèlent incapables de voler au secours de la population ", s'est-il indigné.

Il a dénoncé des cas de corruption et de malversations dans les administrations publiques, et a enjoint les dirigeants à donner suite aux différentes enquêtes y relatives.

Toutefois, Maxime Rony a reconnu toutefois des points positifs de la première année de gestion du gouvernement de transition. Selon lui, les cas de " banditisme d'État " sont bannis.

### Vigilance

Les organisations de défense des droits humains appellent la population haïtienne à la vigilance et à l'action citoyenne, afin de contraindre le gouvernement à œuvrer pour redresser le pays.

Maxime Rony a estimé que les autorités en place procèdent par tâtonnement et n'ont défini " aucune ligne politique " pour gérer le pays. Cette attitude peut s'expliquer par des raisons diverses, notamment, selon Rony, un manque de pression sur le gouvernement de la part des secteurs sociaux.

Rony a appelé les organisations étudiantes, les syndicats d'enseignants et toutes les forces vives de la nation à " prendre conscience de l'état dans lequel se trouve le pays ", et à " se mobiliser pour sortir Haïti du marasme". Si nous n'agissons pas, " la catastrophe n'est pas loin'", a prévenu le coordonnateur de (POHDH).

**CAM**